

Mitterrand livre les Basques aux bourreaux espagnols

27 septembre — Hier soir, au milieu d'un impressionnant dispositif policier, un avion militaire à destination de Madrid emmenait trois militants de l'ETA. José Carlos Garcia Ramirez, Francisco Javier Lujambio Caldeano et José Manuel Martinez Beitztegui ont été livrés aux juges et aux flics de Franco qui continuent toujours aujourd'hui à réprimer, torturer et assassiner sous l'oeil complaisant de Felipe Gonzalez, le loyal premier ministre "socialiste" de sa majesté Juan Carlos.

Trois jours auparavant, Mitterrand avait déporté au Togo leurs quatre camarades détenus eux aussi à Fresnes.

Fresnes est le Long Kesh de Mitterrand! Cette mesure scélérate et criminelle du gouvernement de front populaire a provoqué indignation et colère. Malgré un véritable état de siège, "la grève générale, à l'appel de la coalition indépendantiste Herri Batasuna proche d'ETA, a bien paralysé le Pays basque [en Espagne], mercredi 26 septembre,

jour où était rendu à Paris l'arrêt du Conseil d'Etat, tournant même nettement en mini-émeutes à l'heure où les trois hommes étaient livrés aux autorités de Madrid" (le Monde, 28 septembre). Côté français, le Pays basque, malgré l'interdiction des manifestations et un menaçant déploiement policier, connaît depuis plusieurs jours des mobilisations permanentes. A Paris le 25 septembre, pour la deuxième fois des milliers de manifestants, très combattifs, ont défilé à l'appel de plusieurs

organisations d'extrême gauche (appel auquel la Ligue trotskyste s'est jointe) pour le droit d'asile aux réfugiés basques et leur libération, contre leur extradition.

Mitterrand liquide le droit d'asile, mais pourtant une puissante tradition de lutte lie historiquement travailleurs français et espagnols. Tradition qui, par exemple en 1973, s'est exprimée dans des mobilisations qui ont sauvé de la mort les sept de Burgos. C'est cette tradition internationaliste

Suite page 8

Les ouvriers noirs en guerre contre l'apartheid

Action ouvrière internationale contre la terreur raciste en Afrique du Sud!

23 septembre — La révolte des Noirs contre le régime de l'apartheid est passée cette semaine à une étape supérieure. La guerre de classe a explosé dans les mines d'or, le secteur clé de toute l'économie sud-africaine. Quand 40 000 mineurs noirs membres du National Union of Mineworkers (syndicat des mineurs) ont cessé le travail pour obtenir une augmentation de salaire, les patrons des mines ont répondu avec des fusils, des balles en caoutchouc, des chiens policiers et des lacrymogènes. A Westonaria, près de Johannesburg, des mineurs en grève ont été massacrés. Mais les mineurs noirs n'ont pas été intimidés par cet emploi massif de la terreur par l'Etat policier. Le lendemain, 10 000 d'entre eux rentraient en lutte pour

que leur syndicat soit reconnu à Hartebeesfontein, à 200 km au sud-ouest de Westonaria. Le week-end dernier, plus de 600 Noirs ont été arrêtés, dans toute l'Afrique du Sud, pour avoir assisté à des réunions illégales.

Malgré tout son arsenal et toute sa sauvagerie, le pouvoir blanc sud-africain traverse une crise profonde. En ce moment crucial, l'action ouvrière internationale peut jouer un rôle décisif pour affaiblir un peu plus l'Etat de l'apartheid et ouvrir la voie à la libération des masses noires asservies. Les syndicats des transports du monde entier doivent boycotter tout le trafic maritime et aérien à destination ou en provenance d'Afrique du Sud. Les organisations ouvrières doivent organiser des manifestations de masse en solidarité avec les travailleurs sud-africains en lutte. Libération de toutes les victimes de la terreur de l'apartheid! Le puissant mouvement ouvrier britannique, en particulier, doit exiger de son gouvernement qu'il accorde l'asile politique aux six militants anti-apartheid qui se sont réfugiés au consulat britannique de Durban.

La vague actuelle de luttes anti-apartheid a commencé en août quand Métis et Indiens ont bravé les arrestations de masse pour boycotter les élections, aux parlements bidons destinés à

Suite page 9



John Seymour

Les ouvriers noirs en marche contre l'apartheid.



Cet homme est dangereux. Il ne plaisante pas!

voir page 3

KAL 007:



la piste mène à la Maison Blanche

voir page 4

Nous saluons WORKERS HAMMER

TRADUIT DE
WORKERS HAMMER n°61,
SEPTEMBRE 1984

La huitième conférence nationale de la Spartacist League/Britain, qui s'est tenue à Londres à la mi-août, a décidé de changer le nom de notre mensuel *Spartacist Britain*. Après réunion de notre comité central nouvellement élu et après consultation, il a été décidé de rebaptiser notre journal *Workers Hammer*.

Durant plus de six ans d'existence et soixante numéros, *Spartacist Britain* a abordé les questions clés de la politique britannique et internationale du point de vue du marxisme. Depuis l'annonce dans son premier numéro de "La renaissance du trotskysme britannique" jusqu'au combat héroïque des mineurs dont il a, ces derniers temps, suivi tous les développements, notre journal a été pour notre organisation un organisateur collectif et un outil d'intervention de plus en plus efficace. Et ces derniers mois, il a atteint des secteurs

de la classe ouvrière bien plus larges que jamais auparavant.

Nous avons choisi comme nom *Workers Hammer* [marteau ouvrier] au vu de nos tâches: lutter pour être le noyau d'un parti ouvrier révolutionnaire. Le marteau est un instrument du *changement*: remodeler et reconstruire par le biais de l'activité humaine. Le marteau de l'ouvrier associé à la faucille du paysan est devenu le symbole de la Révolution russe de 1917, du nouvel Etat ouvrier soviétique et des partis communistes du monde entier dans les premières années de l'Internationale communiste. Le chiffre 4 dans notre nouveau titre symbolise notre combat pour reforcer la Quatrième Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938, afin de continuer la lutte pour la révolution mondiale face à la dégénérescence stalinienne du Comintern.

Le titre *Spartacist Britain* est associé depuis soixante numéros à la section britannique de la tendance spartaciste internationale. Il a tendance néanmoins à apparaître comme un sous-produit extérieur. De plus, il ne reflète que peu l'his-

toire des luttes de la classe ouvrière britannique ou même notre objectif: forger une direction communiste pour la classe ouvrière de ce pays.

La Grande-Bretagne traverse une période de luttes de classe aiguës, et nous voulons que notre presse se fasse expressément et clairement le champion du prolétariat. Nous la voulons audacieuse, inflexible dans sa défense de l'Union soviétique face à la course à la guerre impérialiste, résolument opposée à l'*establishment* anglais blottie dans le giron de la famille royale et de Westminster. Une presse se démarquant nettement de la fadeur étriquée du travaillisme et de l'"esprit de clocher" qui prévaut dans la soi-disant gauche britannique.

Nous ne voulions pas choisir un titre terne et fade à l'instar des journaux de gauche britanniques, avec cet air de famille qui reflète leur ligne politique et leurs appétits opportunistes. Nous avançons dans la voie tracée par les bolchéviks russes, par les premiers trotskystes, par le Spartakusbund, le groupe internationaliste révolutionnaire allemand de la Première Guerre

mondiale dont notre organisation a repris fièrement le nom. Et nous nous réclamons aussi des grands révolutionnaires qui ont marqué le passé de cette île, depuis Cromwell jusqu'aux chartistes et à John MacLean. John MacLean qui a dirigé le prolétariat du Clydeside dans les batailles révolutionnaires historiques durant la Première Guerre mondiale et les années qui ont suivi; il résumait ainsi les objectifs qui sont les nôtres, ceux de la Spartacist League et notre journal *Workers Hammer*: "Nous voyons aujourd'hui ce que tous les marxistes prévoient, la classe capitaliste mondiale et ses gouvernements unis dans un gigantesque effort pour écraser le bolchévisme en Russie et le spartacisme en Allemagne. D'ailleurs, le bolchévisme c'est le socialisme triomphant, et le spartacisme c'est le socialisme sur le point de triompher. C'est la guerre de classe sur une base internationale, une guerre de classe où nous devons combattre et où nous combattons jusqu'à sa conclusion logique -- l'extinction du capitalisme partout" (*The Call*, 23 janvier 1919).

Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es ...

Walesa s'éprend de la dame de fer

Oubliée, la Vierge noire de Jasna Gora; Lech Walesa a trouvé la maîtresse qu'il lui faut en la personne de la dame de fer, celle qui voudrait régner sur la Grande-Bretagne en despote sanguinaire, celle qui cherche à faire mordre la poussière aux mineurs et à leur syndicat en lutte, Maggie Thatcher. Le dirigeant de Solidarnosc, le syndicat-maison contre-

révolutionnaire, expliquait dans une interview (publiée par le journal britannique *Sunday Mirror* le 29 juillet sous le titre "Pourquoi Scargill a tort -- par Lech") quel "grand respect" il a pour ce premier ministre malfaisant. "Avec une femme si sage et courageuse, la Grande-Bretagne trouvera une solution à la grève", déclarait "Lech".

Ouvriers de Renault-Cléon solidaires des mineurs britanniques

Rouen -- Quelques ouvriers de l'usine Renault-Cléon ont fait circuler, cet été, une déclaration de solidarité avec les mineurs britanniques. Le texte en avait été rédigé par des militants du syndicat des mineurs, le NUM, venus en France en juin dernier, apparemment sous les auspices du groupe britannique *Workers Power*. Parmi les actions de soutien possibles citées, le point clé était l'appel à "arrêter toute exportation de charbon vers la Grande-Bretagne en mobilisant les syndicats français des dockers, des marins et des transporteurs". En effet, une certaine quantité de charbon à destination de la Grande-Bretagne transite par le port de Rouen où, pourtant, existe un puissant syndicat CGT des dockers.

Gilles Cazin, militant de la Ligue trotskyste à Cléon, a joué un rôle actif dans cette campagne de solidarité: trente ouvriers ont signé la déclaration, et une collecte a été organisée dans l'usine. Ces initiatives ont provoqué de nombreuses discussions sur la détermination exemplaire dont font preuve les piquets de masse du NUM face aux flics et malgré

les tentatives de sabotage de l'aile droite du syndicat. L'opposition à Scargill réclame en effet un vote national des grévistes et des jaunes pour décider de la poursuite ou de l'arrêt de la grève et propose, en attendant, la levée des piquets! Et *Workers Power* a soutenu cette proposition traître en expliquant que le vote était plus efficace que les piquets volants pour étendre la grève! En fait, depuis le début du conflit, la bourgeoisie, sa presse aux ordres et ses larbins dans les syndicats et le Parti travailliste réclament à grands cris un tel vote; et la Haute Cour de justice de Sa Gracieuse Majesté, se basant sur le refus justifié du NUM d'organiser ce "démocratique" brisage de grève, vient de déclarer "illégal" la grève des mineurs. On imagine sans peine avec quel plaisir Thatcher va chercher à "défendre la démocratie" en faisant respecter cette légalité-là!

Solidarité ouvrière internationale! Pas une once de charbon ne doit partir pour la Grande-Bretagne! Victoire pour la grève héroïque des mineurs britanniques!

Dans
l'équivalent
du *Parisien*
libéré
anglais:
"Pourquoi
Scargill
a tort
-- par Lech".



Attaquant les mineurs engagés dans une bataille héroïque pour leurs conditions d'existence et leur syndicat, Walesa déclarait: "Je suis opposé à toute violence. Les travailleurs doivent réclamer le maximum, mais pas au risque d'amener leur employeur à la faillite." Comme l'ont noté nos camarades britanniques, "Au début de la grève nous faisons remarquer que Scargill [le dirigeant du syndicat des mineurs, qui avait auparavant dénoncé Solidarnosc], contrairement à la plupart des dirigeants du Parti travailliste et du TUC [Trade Union Congress, conseil des syndicats britanniques] ou en l'occurrence des soi-disant révolutionnaires, pouvait au moins reconnaître un jaune en Pologne aussi bien qu'à Notts" (*Spartacist Britain* n°60, été).

"Lech" est aussi un grand admirateur de Reagan. Quand PATCO [le syndicat américain des aiguilleurs du ciel] a été écrasé, Solidarnosc n'a pas émis la moindre protestation. Cependant, Walesa a salué l'élection

de Reagan en 1980 comme "un très bon signe pour le monde et pour la Pologne". Se faisant l'écho de l'adorateur du tsar Soljénitsine, ce dirigeant "syndical" se plaignait de ce qu'il y a pour les travailleurs "un niveau de vie trop élevé et trop de paresse à l'Ouest". Et maintenant il soutient donc ouvertement les attaques sanglantes de Thatcher contre les syndicats.

Pendant ce temps, le charbon expédié par le gouvernement polonais continue à arriver en Grande-Bretagne. Une opposition révolutionnaire à la bureaucratie stalinienne exigerait, comme l'ont fait avec raison les mineurs britanniques, que ces livraisons, qui sont du brisage de grève, cessent. Au lieu de ce charbon jaune, le général Jaruzelski devrait expédier "Lech" le jaune afin qu'il puisse faire lui-même l'expérience de ce qu'est vraiment, sous la botte de la dame de fer, la vie dans une Grande-Bretagne appauvrie.

Traduit de *Workers Hammer* n° 61

Défense de l'URSS!

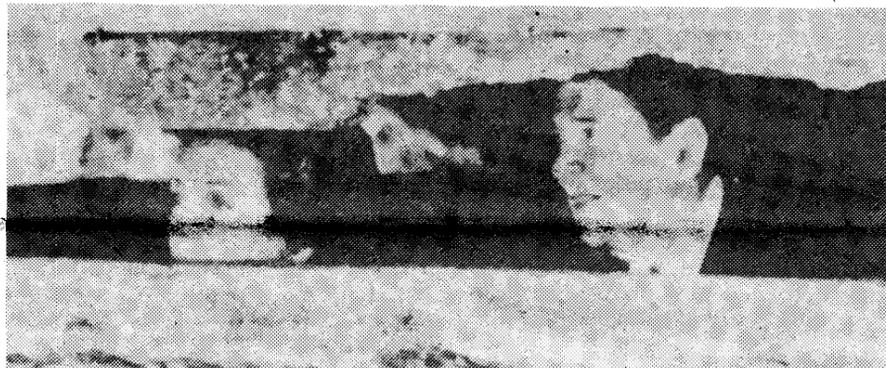
Reagan ne plaisante pas, il veut la guerre!

Le 14 août dernier, dans un "essai de voix" avant son allocution radiophonique hebdomadaire, Reagan lançait: "Mes chers compatriotes! J'ai le plaisir de vous annoncer que je viens de signer une loi banissant pour toujours la Russie. Le bombardement commence dans cinq minutes." Ainsi parlait l'homme qui a le doigt sur le bouton pouvant déclencher un feu nucléaire de plus de 3000 mégatonnes, 276000 Hiroshima, et ce, en cinq minutes -- précisément le temps qu'il faudra aux euromissiles de première frappe Pershing-2 pour atteindre l'Union soviétique. Ce n'était qu'une "blague" prétend la Maison Blanche. Le maréchal Oustinov, ministre de la défense soviétique, lui ne rit pas. Il évoque les vingt millions de citoyens soviétiques morts pour repousser la dernière tentative en date visant à éliminer le pays de la révolution d'Octobre. Les bourgeoisies européennes ne sont pas amusées. Elles savent que les fantaisies reaganiennes de guerre nucléaire "limitée" se joueront sur et au-dessus de leur territoire. Et de larges couches de la population américaine n'ont aucune envie d'être désintégrées pour assouvir les obsessions anticommunistes du locataire de la Maison Blanche.

Tout de suite après sa "blague", Reagan a prôné le rejet de toute interprétation des accords de Yalta "qui suggèrent le consentement américain à la division de l'Europe en sphères d'influence". Trois jours plus tard, le secrétaire d'Etat, G. Shultz, renchérisait: "Nous n'accepterons jamais l'idée d'une Europe divisée." En se préparant à une nouvelle guerre, la classe dirigeante américaine a ressorti du magasin aux accessoires le vieux cri de guerre anticommuniste de la première guerre froide, quand Eisenhower et les frères Dulles juraient de "refouler" le communisme du bloc soviétique. Aujourd'hui, le cri de guerre "renverser Yalta" est repris par la nouvelle alliance de guerre froide qui va du Républicain Reagan au social-démocrate Mitterrand en passant par les nationalistes polonais de Solidarnosc. "A bas Yalta!" est le cri de ralliement pour la troisième guerre mondiale.

La "blague" de Reagan n'est pas une bavure mais un programme. Ce n'est pas la première fois qu'il est exprimé au grand jour. Après l'entrée en fonction de Reagan, un des officiers supérieurs du Conseil national de sécurité, Richard Pipes, annonçait que l'Union soviétique avait le "choix" entre changer son système communiste dans le sens voulu par l'Ouest, ou entrer en guerre. A l'époque, il s'était fait mollement rappeler à l'ordre pour s'être exprimé à voix haute. En juin dernier, le chef d'état-major des Marines, le lieutenant-général Bernard Trainor, déclarait que la guerre "limitée" avec les Soviétiques était une probabilité presque inévitable dans les années à venir. Il doit être bien placé pour le savoir. Au sujet de l'"essai de voix" de Reagan, la Pravda écrivait ce qui doit être l'euphémisme du siècle: "L'incident confirme, encore une fois, la nécessité d'observer une extrême vigilance devant les projets agressifs des Etats-Unis

et de l'OTAN." Absolument! De Moscou à La Havane, des sandinistes petits-bourgeois aux guérilleros du Salvador, les staliniens et les nationalistes réformistes se tournent tous vers Mondale comme le moindre mal. Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir qu'en dépit de leurs disputes tactiques, il n'y a que peu de différences entre Mondale et Reagan; tous deux sont des candidats capitalistes faisant campagne pour continuer les préparatifs de guerre antisoviétique. Les hésitations des Démocrates vis-à-vis de la politique US en Amérique centrale expriment leurs craintes de voir les Etats-Unis s'engouffrer dans une autre guerre perdue d'avance comme celle du Vietnam.



Reagan et Nancy dans un bunker. Cet homme ne blague pas quand il parle d'appuyer sur le bouton nucléaire.

Sous Reagan, le budget de "défense" a crevé le plafond: 217 milliards de dollars en 1979, 264 en 1984. D'aucuns considèrent cela comme les plus grands préparatifs militaires en temps de paix de toute l'histoire parce qu'en vérité il s'agit de préparatifs pour la guerre. A la convention démocrate de San Francisco, Mondale insista à plusieurs reprises sur son intention de maintenir l'augmentation des dépenses militaires. Mondale veut surtout éviter d'être traité de "mou" sur la politique de défense par le "conquérant" de la Grenade. Tous les programmes actuels de développement de nouveaux systèmes d'armes, sauf le bombardier B-1, ont été commencés par les Démocrates. Quant au Salvador, maintenant que Duarte est installé dans le fauteuil que lui a offert la CIA, les Démocrates sont rentrés dans le rang en votant 70 millions de dollars supplémentaires d'aide militaire à l'armée de la "démocratie" des escadrons de la mort. Dans le *New York Times*, un rédacteur de l'influent journal bourgeois *Foreign Policy* remarquait: "La seule divergence significative entre les Républicains et les Démocrates sur l'intervention en Amérique centrale, c'est la vitesse et le degré de culpabilité avec lesquels ils l'approuveront." L'illusion dangereuse d'une guerre "limitée" avec les Soviétiques est clairement le but de la politique de Washington, qu'il s'agisse des missiles MX, du Moyen-Orient, et surtout de l'Amérique centrale.

Le Pentagone a concentré des forces navales dans les Caraïbes et sur les côtes du Pacifique en Amérique centrale. Le gouvernement pourrait bien attendre le lendemain des élections. Tout un chacun s'attend à une "surprise" en décembre -- une invasion, de l'Amérique centrale

si Reagan gagnait en novembre. Une occupation américaine de l'Amérique centrale ne sera pas un jeu d'enfant comme la Grenade, mais une longue et sale guerre coloniale. En dépit de tous leurs battages sur le "nouveau patriotisme" (impulsé par des Jeux olympiques sans compétition), le peuple américain ne veut certainement pas d'un autre Vietnam. L'aventure impérialiste de Reagan au Liban s'est terminée dans une débâcle complète, après la destruction du quartier général des Marines et la mort de 241 soldats américains. De plus, les forces combattantes US sont composées d'un fort pourcentage de jeunes noirs et hispaniques qui ne veulent certainement pas mourir pour l'impérialisme yankee.

La sinistre campagne belliciste antisoviétique peut et doit être stoppée par le géant prolétarien américain. Les Républicains pensent qu'ils peuvent profiter de la modeste reprise économique US pour rester à la Maison Blanche. Mais des mines de cuivre de l'Arizona aux usines de l'automobile de Toledo et de Detroit, cette reprise a commencé à générer un renouveau des luttes industrielles rappelant les luttes de classe combattives qui, à l'époque, ont construit les syndicats de masse. Les ouvriers sont déterminés à reprendre les concessions que leurs dirigeants traîtres ont faites aux patrons pendant la dernière récession. Le talon d'Achille du capitalisme US réside dans la position de force qu'occupent les ouvriers noirs des industries clés. De la même façon que la lutte des Noirs pour l'égalité a brisé le maccarthysme, la lutte ouvrière des Noirs peut briser la deuxième guerre froide. Une guerre froide encore plus dangereuse, celle de Reagan et de Mondale.

Le programme de la Spartacist League, section américaine de la TSI, rencontre un écho de plus en plus large parmi les masses ouvrières et noires. Comme les camarades l'ont récemment écrit dans leur journal *Workers Vanguard*: avant tout, il faut des luttes de classe ici même. Les bureaucrates ouvriers pro-capitalistes et les dirigeants noirs corrompus lient traîtreusement les travailleurs américains au Parti démocrate -- le parti des lois anti-ouvrières sur le Vietnam et du racisme sudiste. Reagan doit être renversé par des actions militantes de masse ouvrières/noires! Impérialisme US, bas les pattes devant l'Amérique centrale! Boycott de toutes les armes à destination de l'Amérique centrale! Pour des grèves ouvrières

contre l'invasion yankee! Victoire militaire aux insurgés de gauche au Salvador! Expropriez la bourgeoisie, défendez, complétez, étendez la révolution nicaraguayenne! Balayez les bureaucrates, rompez avec les Démocrates, l'aile "libérale" de la campagne de guerre antisoviétique! Les travailleurs doivent former leur propre parti ouvrier de lutte de classe qui combattra pour la révolution socialiste en Amérique et dans le monde!

Reagan qualifie l'URSS de "source de tous les maux". Pour ce colporteur hollywoodien de la "libre entreprise" et de la "magie du marché", l'existence même de l'Union soviétique, où le capitalisme a été renversé il y a plus de soixante ans, est intolérable. Mais pour des millions d'opprimés et de travailleurs sur cette planète, la révolution d'Octobre est un phare d'espoir qui montre la voie vers un avenir mettant fin à la misère et à l'humiliation. En dépit de sa dégénérescence bureaucratique sous le régime de Staline et de ses héritiers, les énormes conquêtes socio-économiques de la Révolution bolchévique restent: l'expropriation de la bourgeoisie et l'établissement d'une économie planifiée.

A tous les pacifistes égarés qui réclament le "désarmement à l'Ouest et à l'Est" nous disons: S'il n'y avait pas les armes nucléaires soviétiques, les impérialistes US écraseraient le monde sous leurs bottes. La Havane serait aux mains de la mafia et des trafiquants de drogue; le maréchal Ky marcherait au pas de l'oie à Saïgon, et les officiers tsaristes séniles danseraient sur le tombeau de Lénine. Le mouvement ouvrier occidental serait écrasé et tout acquis démocratique pour les Noirs et autres minorités piétiné. Tous les ouvriers conscients de leurs intérêts de classe et tous ceux qui veulent une humanité libérée ont le devoir de défendre l'Union soviétique, principale puissance militaire et industrielle des Etats ouvriers déformés, contre les impérialistes.

adapté de *Workers Vanguard* n°361

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder, William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.

REALISATION: Hamid Sami
DIFFUSION: Jean Thimbault
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:

• Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10
Téléphone: 208-01-49

• Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex
Téléphone: (35) 71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n°59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Mission d'espionnage du KAL 007: La piste mène à la Maison Blanche

Nous sommes heureux de reproduire ci-dessous un article de nos camarades américains qui confirme que la TSI avait eu raison, à l'époque du drame du KAL 007, de dénoncer cette provocation impérialiste cynique. Mais à l'époque, en France, l'"extrême gauche" domestique de Mitterrand a hurlé avec les loups: Christian Picquet, dans l'hebdomadaire de la LCR, Rouge, parlait d'"un coup de poignard dans le dos de tous ceux qui se battent contre le surarmement impérialiste", tandis que Lutte Ouvrière fustigeait le "crime" de l'état-major soviétique. Et aujourd'hui qu'ils n'ont plus l'excuse de "ne pas savoir", nous attendons qu'ils s'expliquent sur ces calomnies anti-soviétiques.

Cela fait maintenant un an que le vol 007 des Korean Air Lines (KAL) a été abattu au-dessus de l'île de Sakhaline. Pour cet anniversaire, l'administration Reagan avait prévu un nouveau tir de barrage de propagande de guerre froide contre la "barbarie" soviétique. Des Japonais parents de victimes de la tragédie du vol 007 devaient se rendre, en bateau, à l'endroit où l'avion s'est écrasé et y jeter des fleurs. Mais une fois sur place, ils firent une déclaration publique comme quoi l'incident semblait être "une machination préparée avec soin de la part d'une agence gouvernementale d'un certain pays", et ils firent clairement comprendre qu'il s'agissait des Etats-Unis. Essayez de passer ça sous silence! Dans les derniers mois, la version officielle de Washington sur l'affaire du KAL 007 a commencé à faire eau de toutes parts. La semaine dernière, c'était le naufrage complet.

L'année dernière, quand le Boeing 747 des KAL fut abattu après avoir survolé plusieurs bases militaires les plus secrètes d'Union soviétique, notre réaction fut immédiate: "Qui a pris les passagers civils en otage dans cette provocation délibérée de guerre froide? Le jeu auquel les pilotes militaires coréens se sont livrés avec la coopération des autorités US et japonaises, qui suivent à la trace le vol 007, est bien plus abominable que n'importe quel détournement d'avion" (*Workers Vanguard* n°337, 9 septembre 1983, repris dans *Le Bolchévik* n°42, octobre 1983). Bien que *Workers Vanguard* ait dès le début dit la vérité sur le KAL 007, pour les media bourgeois un journal marxiste américain est au ban de la société. Mais maintenant, la revue militaire britannique réputée *Defence Attaché*, l'ancien diplomate américain John Keppel et des journalistes libéraux connus, comme Tom Wicker du *New York Times*, montrent du doigt le coupable à la Maison Blanche. Ronald Reagan ne peut pas se débarrasser du sang de plus de 200 passagers innocents qu'il a sur les mains.

Le journal *The Nation*, dans son numéro du 18-25 août, publie un long article technique de David Pearson intitulé "K.A.L. 007: What the U.S. Knew And When We Knew It" [KAL 007: qu'ont su les USA et quand l'avons-nous su]. Pearson, qui enseigne à l'université de Yale et qui a écrit une thèse sur le réseau mondial de commandement et de contrôle du Pentagone, y réduit en miettes la théorie de l'"accident" et montre que la piste mène tout droit devant la porte de la Maison Blanche:

● L'analyse des positions connues de l'avion de ligne sud-coréen révèle qu'il "a dû changer de route à proximité du RC-135 [un avion espion américain]". Cela indique que le RC-135 a joué un "rôle de contrôle" dans

l'incident et cela démolit la théorie qui veut que l'équipage du vol 007 ait accidentellement laissé le système de contrôle de vol sur une route erronée.

● Les USA avaient un large éventail de systèmes d'écoute coordonnés pour intercepter toutes les émissions électroniques dans la région précise où le KAL 007 pénétra cette nuit-là -- non seulement les stations d'écoute fixes de l'île de Shemya, dans les

Richard Rohmer, ancien chef des Canadian Air Force Reserves. L'ex-agent de la CIA Keppel va dans le même sens: "Il faut regarder ce que disent les faits [...] on ne peut pas suivre cette route par accident" (CNN News, 26 août). Et le 7 septembre Tom Wicker écrit dans sa chronique du *Times* que le vol tragique avait bien été orchestré, "l'administration Reagan, à un certain niveau, s'occupant de l'orchestration".



Moscou, 9 septembre 1983 -- le maréchal Ogarkov démonte le mécanisme de la provocation de guerre froide du KAL 007.

Aléoutiennes, et celles du Japon, mais aussi des stations mobiles comme plusieurs RC-135, les navires de l'US Navy Observation Island dans le Pacifique nord et *Badger* près de Vladivostok, un avion de lutte anti-sous-marin P-3 dans la mer d'Okhotsk, un satellite espion "Ferret" [fureteur] et même la navette spatiale *Challenger*. "Loin de passer inaperçu", note Pearson, "le K.A.L. 007 a volé au beau milieu des projecteurs".

● Les difficultés rencontrées par les défenses aériennes soviétiques (les intercepteurs qui n'ont pas pu décoller pendant les sept premières minutes où le KAL 007 a pénétré en territoire soviétique au-dessus de la péninsule du Kamtchatka, les missiles SA-2 dont les systèmes de guidage ne pouvaient pas suivre l'appareil civil trop lent, et la confusion entre les contrôleurs au sol et les chasseurs soviétiques) "suggèrent que d'importantes interférences électroniques" (brouillage) "ont pu être dirigées vers les forces de défense soviétiques".

Pearson résume ainsi son analyse exhaustive: "La théorie la plus convaincante [est] que l'appareil a fait une intrusion délibérée et soigneusement planifiée dans le territoire soviétique, et que les organismes militaires et de renseignement US étaient au courant. L'objet de cette intrusion a probablement été l'activation des forces de défense aérienne soviétiques. Tous les faits vont dans ce sens."

Il n'est pas le seul à arriver à cette conclusion: au fur et à mesure que les faits étaient connus, beaucoup d'observateurs indépendants ont commencé à renifler quelque chose de louche. L'équipage du KAL 007 "savait exactement où il était à partir du moment où il a quitté Anchorage, quand il a indiqué de fausses positions au large du Kamtchatka et au-dessus de l'île de Sakhaline, et jusqu'à la destruction de l'avion", conclut le général en retraite

Comme la version US, ces derniers temps, a fait naufrage, l'administration Reagan s'est retranchée dans une attitude hautaine du "et alors!": oui, les Soviétiques "ont probablement pensé qu'il s'agissait d'un avion-espion" et pas d'un avion de ligne civil, avoue un porte-parole anonyme du département d'Etat (*Los Angeles Times*, 29 août). Mais il ajoute: "Je ne pense pas qu'on doit abattre un avion même si l'on pense que c'est un avion espion. Si l'on avait un avion qui se dirige vers Omaha [le quartier général du Strategic Air Command], je ne suis pas sûr que nous l'abattrions avant de l'avoir identifié". Tout d'un coup, cette administration de maniaques de la première frappe façon "guerre des étoiles", ces va-t-en-guerre nucléaires, se mettent à ronronner comme des pacifistes! Qui ces finauds espèrent-ils tromper? Ils n'ont même pas laissé Gromyko, le ministre soviétique des affaires étrangères, à bord d'un avion civil de l'Aéroflot, atterrir à New York en septembre de l'année dernière! Et, en janvier 1980, leurs copains du contrôle aérien de New York ont essayé d'assassiner l'ambassadeur soviétique aux Etats-Unis Dobrynine en retirant délibérément son avion des écrans radars.

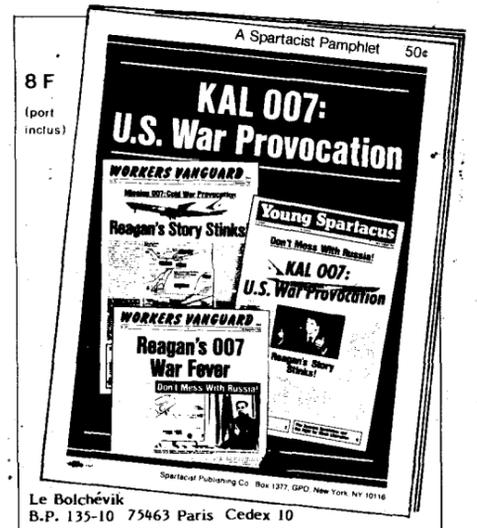
Richard Burt, le secrétaire d'Etat adjoint de Reagan aux affaires européennes, répond aux dernières révélations sur le vol 007 en affirmant qu'elles ne font que répéter l'"intoxication" sortie de la "machine de propagande et de désinformation" des Russes. La preuve? Eh bien tout le monde connaît l'"inhumanité soviétique", alors que les USA, nous dit-on, ne font que suivre les "règles de la bonne conduite et de la civilité". Allez dire ça aux Nicaraguayens qui doivent mettre hors d'état de nuire une armée de mercenaires et d'assassins de la CIA! Le gouvernement américain aurait-il vraiment risqué la vie de 269 passagers, demande naïvement un journaliste

lors du magazine télévisé MacNeil/Lehrer Newshour du 31 août? Keppel, que le *New York Post* du 27 août présente comme "un ancien diplomate américain qui a pris part à la tentative ratée pour étouffer l'incident de l'U-2 en 1960", répond: "J'en sais assez sur l'histoire passée pour savoir qu'il se passe de drôles de choses dans le monde, quelquefois en temps de guerre, quelquefois à la veille de la guerre [...]"

Et c'est bien à ça que rimait toute la provocation du KAL 007: préparer la guerre impérialiste contre l'Union soviétique, la patrie de la révolution d'Octobre 1917. Cette affaire a finalement "profité politiquement" à l'administration Reagan, proclamait cyniquement un "spécialiste" du département d'Etat, en facilitant le déploiement des missiles de première frappe Pershing-2 en Europe. Un autre responsable déclarait qu'"un climat fondamentalement antisoviétique a été créé, et c'est un soutien appréciable pour le président" (*New York Times*, 31 août). Et, en fait, tous les secteurs de la classe dirigeante américaine sont unis par la course à la guerre antisoviétique. En septembre de l'année dernière, une résolution votée à l'unanimité par le Congrès condamnait le "meurtre" commis par les Soviétiques. Même des "radicaux" comme ceux du journal *The Guardian* de New-York "condamnaient" l'URSS pour avoir abattu l'avion intrus.

L'universitaire Pearson et l'ex-barbouze Keppel réclament une commission d'enquête du Congrès sur l'affaire du KAL 007. On peut facilement imaginer l'effet sur la campagne présidentielle actuelle si, par exemple, les Démocrates dénonçaient la façon dont Reagan a sacrifié des centaines d'innocents passagers d'un avion de ligne dans cette mission d'espionnage tragique. Mais n'y comptez pas trop. Certes, Mondale désire ardemment être président, mais il veut seulement des préparatifs de guerre plus rationnels contre les Soviétiques (plus d'aventures libanaises, abandonner la cause perdue des contras au Nicaragua, davantage d'armements conventionnels en Europe, etc.) Watergate c'était une chose, mais juger Reagan pour le meurtre de centaines de personnes, pas question! L'affaire du KAL 007 est à ranger avec le meurtre de prisonniers des camps de concentration, revêtus d'uniformes polonais, qu'a ordonné Hitler pour servir de détonateur à la Deuxième Guerre mondiale. Et la seule façon de venger ce crime impérialiste, c'est de se débarrasser de toute cette classe capitaliste pourrie et de lutter pour la révolution socialiste mondiale. Sinon, le vol 007 des Korean Air Lines ne sera qu'une étape de plus sur la route de l'apocalypse.

Traduit de *Workers Vanguard* n°362



Le Bolchévik
B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10

Le Mossad et les commandos britanniques aux côtés de Jayewardene

Campagne de terreur d'Etat contre les Tamouls de Lanka

Les impérialistes US ne doivent pas mettre la main sur Trincomalee !

Pendant l'été 83, la minorité nationale tamoule de Sri-Lanka était victime de terribles pogromes -- des centaines de Tamouls brûlés ou battus à mort, des milliers d'autres chassés de chez eux. Un an après, les troupes et la police gouvernementales lancent une nouvelle campagne de terreur, sur une grande échelle, contre la population de la province du Nord. Le gouvernement réactionnaire de J.R. Jayewardene s'est d'abord assuré l'aide du Mossad (le service de renseignements israélien) et de "mercenaires" britanniques, en fait des tueurs d'élite appartenant aux commandos du SAS. Les tactiques de Jayewardene commencent maintenant à ressembler à celles de ses mentors, qui ont régulièrement recours à la terreur armée contre les populations sans défense en Irlande du Nord et dans les territoires palestiniens occupés. Le régime sud-africain raciste de l'apartheid, dans le cadre de l'axe impérialiste antisoviétique dirigé par les Etats-Unis, fournit l'armée de J.R. en armes et munitions destinées à massacrer les Tamouls. "Yankee Dickie" Jayewardene est avant tout l'homme de Reagan en Asie du Sud. L'offensive de J.R. pour écraser les Tamouls est partie intégrante des projets de l'impérialisme US d'utiliser, pour ses sous-marins nucléaires, ses destroyers et ses porte-avions, le port de Trincomalee, situé dans la province de l'Est à prédominance tamoule. Pour les USA, Trincomalee est un point clé pour contrôler l'océan Indien, pour son arsenal de mort dirigé contre l'URSS et ses alliés.

Dans la province tamoule du Nord, la mémoire des centaines de victimes des massacres de l'année dernière a été honorée fin juillet par un "hartal", un arrêt total de toutes les activités. Au cours de l'année dernière, J.R. a considérablement augmenté son arsenal répressif -- agents du Mossad, commandos du SAS, hélicoptères d'attaque livrés par les Etats-Unis; et dès qu'il fut prêt à agir, une fois en place le matériel fourni en grandes quantités par les impérialistes, il déclencha son offensive, utilisant comme prétexte les quelques petites actions de guérilla de nationalistes tamouls (principalement des hold-ups et des attaques contre l'armée et la police cinghalaises). Le 5 août, des patrouilleurs

de la marine sri-lankaise bombardent un village côtier du Nord, Valvettiturai. Des colonnes de véhicules blindés attaquent le village, détruisant à coups d'obus écoles, boutiques et kovils (temples hindous). Le bombardement naval tue au moins cent civils; des centaines d'habitations et de boutiques détruites, des milliers de villageois forcés de s'enfuir. Les soldats arrêtent tous les jeunes gens de plus de douze ans (environ 700) et les conduisent dans des camps de détention, à 600 km au sud. A Point-Pedro, un autre village côtier, les forces gouvernementales, au cours d'une fouille des maisons à la recherche de "Tigres" (guérilleros combattant pour un Etat indépendant du Tamil Eelam), arrêtent comme suspects 300 autres jeunes gens.

Le 12 août la ville de Mannar, à 100 km au sud de Jaffna, est presque entièrement incendiée par les troupes gouvernementales cinghalaises: des centaines de boutiques détruites et 5000 personnes sans abri. "C'est comme une armée d'invasion écrasant tout sur son passage", déclare l'archevêque catholique de la ville (*New York Times*, 14 août). Des jeunes arrêtés, suspectés de sympathies pour les Tigres, sont retrouvés morts, mutilés, torturés. A plusieurs reprises, la police et l'armée massacrent des civils innocents pour assouvir leur rage, leur frustration devant leur incapacité à écraser les rebelles qui bénéficient d'un large soutien parmi la population tamoule. Jayewardene, qui cherche à nier les responsabilités des Cinghalais chauvins et à trouver un prétexte de plus pour interdire les partis de gauche et ceux qui réclament le Tamil Eelam, accuse de façon absurde le JVP, un parti de gauche, d'infiltrer l'armée et de provoquer les pogromes.

Un sinistre exemple de cette méthode employée par J.R., consistant à rendre les victimes responsables de leur propre massacre, c'est la bombe du poste de police de Chunnakam le 11 août; 22 "présomés terroristes tamouls" sont emprisonnés, ligotés et baillonnés, dans ce poste de police évacué et piégé avec des explosifs réglés pour sauter quand on essaiera de les secourir. Il y a aussi de fortes présomptions quant à la responsabilité dans l'attentat à la bombe du 2 août contre des passants innocents à l'aéroport de Madras, un acte clairement destiné à discréditer le soutien que les Indiens apportent aux droits des Tamouls et dénoncé par les groupes séparatistes tamouls (*Guardian* [Londres], 6 août).

Parmi les Tamouls de l'Inde il y a un large mouvement en faveur des Tamouls de Sri-Lanka. Le 12 août, à Madras, un millier de manifestants lancent des pierres contre

Les forces gouvernementales plastiquent un commissariat de police où sont détenus des Tamouls. Prisonniers et sauveteurs sont tués.



AP/Wide World

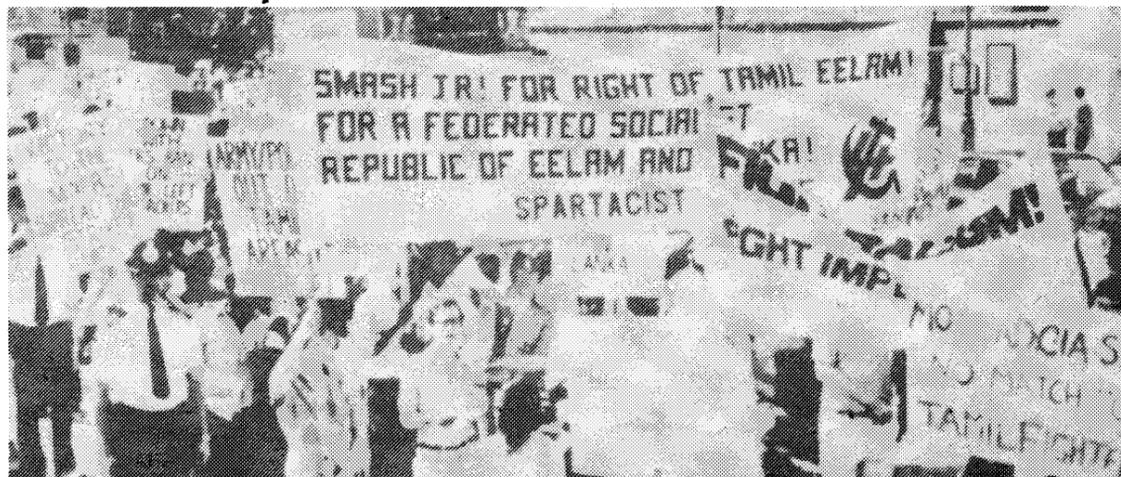
le consulat des Etats-Unis, dénonçant le soutien des Américains aux pogromes de Jayewardene. Le 15 août, jour où les Indiens célèbrent leur indépendance, quelque 5000 manifestants sont arrêtés au Tamil Nadu après une manifestation de solidarité avec les victimes de la répression à Sri-Lanka. Alors que les manifestants dénoncent l'"attitude indifférente" du gouvernement indien envers le sort des Tamouls de Sri-Lanka, Indira Gandhi -- qui a sur les mains le sang tout frais des Sikhs -- appelle à l'unité nationale "contre les forces de division, dont certaines sont encouragées par des éléments ou des agences extérieures" (*le Monde*, 17 août). Gandhi, bourreau des nationalistes Mukti Bahini du Bangladesh, bourreau de nombre de minorités religieuses et ethniques depuis Amritsar jusqu'à l'Andhra Pradesh, ne va pas libérer les Tamouls de Sri-Lanka. Sous le mot d'ordre "diviser pour régner", les divisions communautaires sanglantes ont été attisées pendant des siècles de domination coloniale et sont aujourd'hui nourries par le capitalisme en agonie. Seule la

révolution prolétarienne, dans l'île et dans tout le sous-continent indien, peut mettre fin à la terreur intercommunautaire et garantir les droits nationaux des Tamouls.

Notre tendance internationale est connue, à Sri-Lanka et ailleurs, pour défendre de façon intransigeante et conséquente les droits des Tamouls, y compris leur droit à l'autodétermination -- le droit au Tamil Eelam. Cependant, notre mot d'ordre "Aucune confiance dans Indira Gandhi, boucher des Sikhs et des Mukti Bahini!" a rencontré une opposition dans la communauté tamoule en exil. On a pu voir aussi des tentatives d'exclusion de notre tendance. Ceci reflète une polarisation politique croissante à l'intérieur du mouvement en exil. Les forces bourgeoises cherchent la respectabilité et les compromis avec les bourgeoisies impérialistes et la bourgeoisie indienne, alors que des secteurs plus combattifs réclament un Eelam socialiste. Et toutes les tendances ont de profondes illusions dans le régime de Gandhi.

La "gauche" cinghalaise réformiste, qui tremble devant le bonapartisme de J.R., aspire à une nouvelle coalition de front populaire. Ils refusent -- une attitude criminelle -- de soutenir le droit inconditionnel à l'autodétermination pour les Tamouls. Bien sûr ils déplorent tous les massacres et prétendent être en faveur de concessions au peuple tamoul opprimé, "mais pas si ça signifie la partition du pays". Ils sont en fait intimement liés à l'aile "gauche" du chauvinisme cinghalais.

Au milieu des années 50, la gauche ceylanaise abandonne le peuple tamoul en constituant un bloc avec le Sri-Lanka Freedom Party (SLFP), un parti bourgeois, au nom de la "lutte contre la droite". Pour former sa coalition de front populaire avec le SLFP -- l'"United Left Front"



Londres
28 juillet --
Dans une manifestation d'un millier de personnes protestant contre la terreur antitamoule à Sri-Lanka -- Droit au Tamil-Eelam!

-- , la gauche abandonne alors ses positions de longue date en faveur d'un statut égal pour les deux langues parlées à Ceylan, le cinghalais et le tamoul, et adopte le principal mot d'ordre chauvin du SLFP, "le cinghalais seulement". La scission politique opérée dans la société ceylanaise suivant les divisions communautaires se reflète dans le mouvement syndical et dans l'apparition du Federal Party comme porte-parole électoral bourgeois des Tamouls de Jaffna à partir de 1956. Pour récompense, les partis de gauche reçoivent de leurs alliés bourgeois des portefeuilles ministériels, dont un ministre LSSP des plantations pour surveiller la surexploitation des "Tamouls indiens" apatrides des plantations de thé, dont le travail constitue pour l'île une source principale de devises.

La trahison de classe de la gauche sri-lankaise, qui colporte des illusions dans le SLFP, n'empêche pas le gouvernement capitaliste de "front unique" de Mme Bandaranaike, une fois au pouvoir, d'user sa popularité. En 1971 un mouvement insurrectionnel formé de jeunes Cinghalais, le JVP, déclenche une révolte des campagnes qui est écrasée sans pitié. L'écrasement dans le sang de la jeunesse cinghalaise radicale représente alors une véritable catastrophe nationale. Après ça, la sanguinaire "Mme B." gouverne la plupart du temps par décrets en proclamant l'état d'urgence.

Aux élections de 1977, le SLFP est battu de façon si décisive par l'United National Party (UNP) de Jayewardene que la principale opposition au parlement devient, non plus le SLFP, ou les partis de gauche, mais les députés tamouls. Entre-temps, pour répondre à un sentiment croissant en faveur d'un Etat séparé -- l'"Eelam" -- parmi les Tamouls du Nord, les parlementaires tamouls sont devenus le "Tamil United Liberation Front" (TULF). Et le TULF adopte, sur le papier, un programme réclamant l'Eelam. En 1983, l'UNP, dans le cadre des mesures bonapartistes de J.R. contre la démocratie parlementaire, décrète que réclamer la séparation des régions tamoules est un crime et il interdit à ceux qui réclament l'Eelam de siéger au parlement. Il se débarrasse ainsi de la principale opposition parlementaire en même temps qu'il retire par-là même de facto le droit de vote au peuple tamoul du Nord, un pas vers leur assimilation aux "Tamouls indiens" apatrides des plantations du centre. Cependant, le régime de l'UNP et de l'aspirant bonaparte Jayewardene est hautement instable : on voit apparaître aujourd'hui une extrême droite chauvine et des mutineries ouvertes dans l'armée.

"La partition du pays"? Ce sont l'UNP de J.R. et les mutins fauteurs de pogromes de l'armée qui ont séparé de force les populations de l'île. Ce sont la terreur et le génocide institutionnalisés qui ont chassé des milliers de Tamouls du Sud vers le Nord appauvri et qui ont forcé bon nombre de militants à fuir en Inde. Il y avait auparavant une inter-pénétration économique de la population, avec une bourgeoisie et une petite-bourgeoisie tamoules extrême-

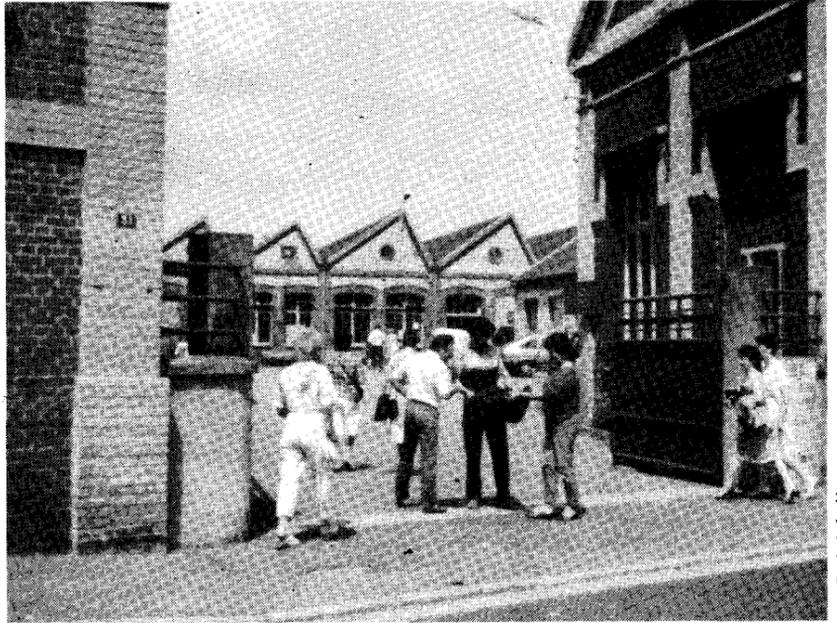
Solidarité internationale avec les ouvrières lankaises de Polytex

A Sri-Lanka, dans la plus grande usine textile à proximité de la zone franche, les ouvrières de Polytex Garments ont mené pendant plusieurs mois une grève courageuse pour la reconnaissance de leur syndicat, la réintégration de sept militantes syndicales licenciées, ainsi que pour la satisfaction de leurs revendications salariales.

En février, la direction rejette les accords qui ont été signés après une première grève victorieuse et prend des sanctions contre les ouvrières qui ne font pas les rendements fixés. Elle licencie sept militantes syndicales. Aussitôt, les 1300 ouvrières contre-attaquent et se mettent en grève. Cette grève, organisée par l'ITGWU (International Transport and General Workers Union) et dont le dirigeant local est un partisan du Secrétariat unifié de Mandel et Krivine, fait appel à la solidarité et à l'aide financière internationales.

Pour nous, militants de la tendance spartaciste internationale, soutenir cette grève par des télégrammes et une aide financière est un acte élémentaire de solidarité de classe internationale. Nous pensons également qu'il est important, après les sanglants pogromes antitamouls, de forger l'unité entre Tamouls et Cinghalais dans la classe ouvrière. (Les ouvrières de Polytex sont à 95% des femmes cinghalaises.) La grève de Polytex montre la voie vers la lutte de classe unitaire et la solidarité entre Tamouls et Cinghalais. De plus, dans le cas de grèves exemplaires en butte aux pires difficultés dues à l'isolement et à la répression, de telles actions concrètes de solidarité, même modestes, peuvent avoir un énorme impact tant pour le moral des grévistes que pour l'effet produit sur des patrons arrogants et sûrs de leur impunité.

Aussi, à notre initiative, une collecte de solidarité est organisée à la SOFESA d'Elbeuf, près de Rouen. Elbeuf était célèbre autrefois pour ses industries textiles, aujourd'hui fermées. La SOFESA est une usine de construction électrique employant 300 ouvrières. Début juillet, un de nos camarades, ancien responsable de la section CFDT, informe le délégué de sa section syndicale de la lutte des grévistes de Polytex en lui transmettant un communiqué



Les collecteurs de la LTF ont été bien accueillis par les ouvrières et les ouvriers de la SOFESA à Elbeuf.

de presse du *Bolchévik* appelant au soutien financier et à la solidarité internationale. Le communiqué est transmis à l'union locale d'Elbeuf... sans la moindre réponse! Les jours suivants nous organisons donc une collecte aux portes de la SOFESA. Tous s'arrêtent pour lire les panneaux expliquant la lutte des ouvrières de Polytex (qui gagnent huit francs par jour!) Plus de la moitié des ouvrières apportent leur soutien financier. Les ouvrières de la SOFESA, qui, il y a un an, étaient aussi en grève pour obtenir une augmentation de salaire et le treizième mois, savent bien ce qu'est la solidarité de classe.

Une ouvrière nous explique qu'elle sait bien pourquoi elle donne: son mari a été en grève trois mois l'année dernière à la papeterie de la Chapelle-Darblay. Une autre (qui travaillait dans les années 60 dans une usine textile fermée aujourd'hui) exprime sa désapprobation à l'égard de celles qui ne donnent pas d'argent. Un très jeune employé nous dit sa solidarité, s'excusant de "n'avoir pas un sou", et rentre vite dans l'usine pour en ressortir quelques instants après verser l'argent qu'il vient d'emprunter. En une demi-heure, nous collectons 234,50

francs qui sont envoyés par mandat poste international aux grévistes par l'intermédiaire de l'ITGWU.

A la SOFESA, les ouvrières sont confrontées tous les jours aux problèmes du chômage, des licenciements pour elles-mêmes; bon nombre de leurs maris travaillaient à la Chapelle-Darblay et beaucoup travaillent à Renault-Cléon. Quand on sait que 15000 à 20000 licenciements sont prévus à la Régie... Et beaucoup savent combien la solidarité des ouvriers d'autres usines est nécessaire aussi pour gagner une grève!

Par ailleurs, à l'instigation d'une sympathisante de la LTF, la fédération CFDT Hacuitex (habillement, cuir et textile) a envoyé un télégramme de soutien aux ouvrières de Polytex.

Depuis, nous avons appris que la lutte des grévistes avait été victorieuse. Les déléguées syndicales ont été réintégrées.

En cette période de féroce répression contre les Tamouls et d'application des mesures d'austérité de J.R. Jayewardene, les femmes de Polytex Garments montrent comment aujourd'hui gagner contre la bourgeoisie de Sri-Lanka et l'importance de la solidarité internationale dans leur combat.

ment importantes, par exemple à Colombo. Alors que le reste de la gauche s'opposait à l'autodétermination des Tamouls, nous étions pour ce droit mais contre sa mise en pratique, en soulignant que ce serait, économiquement et dans d'autres

domaines, une catastrophe. Maintenant la catastrophe a eu lieu, la séparation nationale est une réalité. Par conséquent, nos revendications aujourd'hui sont: "Pour le droit de Tamoul Eelam! Pour une fédération socialiste d'Eelam et de Lanka!"

qu'isoler les révolutionnaires de la véritable source du pouvoir social et économique qui peut renverser ce système capitaliste raciste. La récente grève des travailleurs tamouls des plantations, qui, pour la satisfaction de leurs revendications, ont tenu bon face à de multiples provocations, montre la voie de la libération pour les masses laborieuses et les minorités nationales de Lanka, la voie de la lutte de classe. Un authentique parti d'avant-garde bolchévique, section d'une Quatrième Internationale reforcée, doit lier les luttes des travailleurs de Lanka à la cause de l'autodétermination des Tamouls, à travers la lutte pour mettre fin à l'exploitation capitaliste et à l'oppression nationale, héritage de la domination impérialiste, à Lanka et dans tout le sous-continent.

- Pour le droit au Tamoul Eelam!
 - Pour une fédération socialiste d'Eelam et de Lanka!
 - Les massacres perpétrés par J.R. pavent la voie à l'impérialisme US!
 - Pas de bases US à Trincomalee!
- adapté de Workers Vanguard n° 361



Lanka Spartacist n° 7

Elangai Spartacist n° 3

2 F le numéro

Commande :
Le Bolchévik B.P. 135-10
75463 Paris cédex 10

Basques ...

Suite de la page 1

qui doit soulever aujourd'hui dans une action de classe commune les travailleurs français et espagnols contre la répression antibasque des Mitterrand et Gonzalez!

MITTERRAND BAS LES PATTES DEVANT LES NATIONALISTES BASQUES!

La tradition avec laquelle Mitterrand est lui en train de renouer, c'est celle de la réaction française: quand Pétain remettait à Franco Companys, l'ancien président de la Catalogne, et de nombreux militants ouvriers espagnols. La France, terre d'asile? Sans aucun doute pour les Sakharov et autres opposants pro-impérialistes du bloc soviétique. Loin s'en faut pour les militants réprimés par les gouvernements bourgeois, comme Franco Piperno, dirigeant d'un groupe italien d'extrême gauche, refoulé de France en juin 1982, Oreste Scalzone, dirigeant historique de Potere Operaio et d'Autonomie, arrêté en 1982, ou les trois nationalistes irlandais de Vincennes, victimes d'une machination policière en août 1982. Ajoutons les réfugiés kurdes, turcs ou tamouls. Récemment, le 16 septembre, 47 Tamouls, qui fuient le génocide dont ils sont victimes à Sri-Lanka, se sont vus refuser le droit d'asile en France et ont été brutalement refoulés.

Après le 10 mai 81, les proclamations démocratiques ronflantes sur la "terre d'asile" se sont bien vite révélées vides. Pas plus qu'avant les Basques n'ont accès au statut de réfugié politique. Ils continuent au contraire à connaître les contrôles policiers et l'insécurité. Et le 10 novembre 82 -- quelques jours après la victoire électorale de ses amis sociaux-démocrates du PSOE -- le gouvernement se prononce en faveur de l'extradition des auteurs d'"actes criminels" quelle qu'en soit "la fin politique alléguée" (*Libération*, 24 septembre). C'est la porte ouverte aux mesures actuelles. Les dirigeants du PCF, alors au gouvernement, ne disent mot, ni contre les intentions clairement annoncées de Mitterrand, ni contre l'accentuation de la répression qui s'ensuit, avec la multiplication des arrestations et mises en résidence surveillée, puis, en janvier de cette année, le début des expulsions vers les Antilles (Cayenne était trop évocateur!) et l'Amérique latine. Dernier acte avant les extraditions, Defferre signe avec son homologue Barrionuevo (un ancien dirigeant du "syndicat" étudiant phalangiste) un accord officialisant et renforçant la chasse à l'"etarra" et décrétant qu'"un terroriste [basque] n'est pas un réfugié politique" (*Libération*, 16-17 juin).

Au moment où les divers pays capitalistes cherchent à resserrer les rangs autour du drapeau de la croisade antisoviétique, la collaboration des polices dans la lutte contre les "ennemis intérieurs" respectifs est plus que jamais à l'ordre du jour. L'Espagne s'appête à réintégrer



Cortège de la LTF à la manifestation du 19 septembre, à Paris. Non aux extraditions! Non aux expulsions! Mitterrand bas les pattes devant les nationalistes basques!

-- officiellement! -- l'OTAN. Il est temps de mettre fin à la question basque qui envenime les relations entre la France et l'Espagne, comme il est temps pour les impérialistes combattant la "barbarie communiste" de lui décerner le titre de "démocratie".

NON AU FRANQUISME "REFORME"

Mitterrand vient d'accorder un brevet de "démocratie" aux tueurs franquistes. Après la mort du caudillo, la "transition à la démocratie", négociée par les dirigeants réformistes du PSOE et du PCE, a été un crime historique contre le prolétariat espagnol et les minorités nationales opprimées, car elle laissait intact tout l'appareil d'Etat franquiste. Et le PSOE gère l'Etat capitaliste espagnol au compte de la bourgeoisie seulement parce qu'il multiplie les pactes de non-agression avec l'armée, la police, l'Eglise et l'opposition réactionnaire de l'Allianza Popular de Fraga, un ancien ministre de Franco. En remportant une victoire majeure sur l'ETA, Gonzalez a réalisé ce qu'un Fraga n'aurait jamais pu réaliser, et la classe dirigeante espagnole a été prompte à applaudir ses fidèles valets du PSOE. Gonzalez a reçu les félicitations y compris de Fraga, qui, il y a quelques années encore, en tant que ministre de l'intérieur, l'aurait sans hésitation jeté en prison.

C'est du gouvernement soi-disant "garant de la démocratie et des libertés" que vient le plan "antiterroriste" basque, dit "plan ZEN", établi en février 1983 et qui prévoit que "les interrogatoires seront un des moyens les plus rentables pour obtenir des informations" (cité dans *Libération*, 22-23 septembre). Des dizaines de milliers de cas de tortures dans les commissariats et les prisons sont connus (et même les évêques basques doivent les dénoncer avec vigueur).

Si possible, plus sinistre encore: les agissements du mystérieux Grupos Anti-terroristas de Liberacion (GAL) qui a pris la succession du Batallon Vasco Espanol (BVE) dans les opérations du plus pur style de ces "escadrons de la mort" qui terrorisent l'Amérique centrale. En quelques mois, neuf assassinats sur le territoire français. Avec justesse, *le Monde* (25 septembre) notait: "On doit bien observer que jamais Madrid ne jugea opportun de démentir avec l'indignation requise la thèse prédominante, selon laquelle certains services spéciaux espagnols ont planifié la chose, fourni les renseignements et les moyens -- quitte à avoir recours, pour l'exécution proprement dite, à des truands français. L'impunité, d'autre part, dont a paru jouir, dans un premier temps, ce groupe dans un pays normalement policé comme la France laisse pantois." Trop de preuves impliquent les forces de sécurité espagnoles et françaises. Dans le même numéro, *le Monde* rapporte ainsi le témoignage de deux réfugiés basques: "[...] les photos,

d'identité, qu'ils avaient remises à la sous-préfecture de Bayonne pour obtenir des papiers en règle, sont aujourd'hui entre les mains du Groupe antiterroriste de libération (GAL). Ce groupe, responsable de l'enlèvement ou de l'assassinat de neuf réfugiés basques espagnols, les a remis à l'hebdomadaire *Cambio 16...* Les liens avec la pègre/extrême droite, au premier chef française, ne sont plus non plus à démontrer. Pedro Sanchez, ancien légionnaire lié à l'OAS: tentative d'enlèvement d'Alfonso Segundo Marey. Quatre truands bordelais: assassinat de Justo Elgara Sarosola en 1979. Les frères Perret, ex-OAS: fusillade contre le Bar Hundayais en 1980; ils étaient couverts par Ballesterio, alors responsable de la lutte "antiterroriste" (*le Monde*, 28 mars). Plus récemment encore, deux tueurs du GAL, Roland Sampietro et Patrick de Carvalho, servaient dans le service d'ordre du RPR lors de la venue à Pau de Simone Veil pour les européennes. Ils ont été arrêtés depuis pour tentative de meurtre contre deux réfugiés basques (*Libération*, 19 juin). Quand, le 19 mars de cette année, le membre du GAL Jean-Pierre Cherid, mercenaire et ex-OAS, se fait lui-même déchiqueter par la bombe qu'il destinait à des militants de l'ETA, sa famille poursuivra en justice le ministre de l'intérieur de Madrid pour dommages et intérêts, sur la base qu'il travaillait pour la police espagnole depuis 1977. Au moment de sa mort, ce tueur professionnel était sous la protection de la Guardia civil. C'est lui qui est responsable de l'assassinat de Miguel Benaran Ordenana -- le cerveau de l'exécution de Carrero Blanco, le bras droit particulièrement haï de Franco (*El Pais*, 22 juin). Et, en réclamant ces dommages et intérêts, la famille de Cherid cita le cas de Andrea Pervins, d'origine tchèque, qui avait travaillé pour les forces de sécurité dans le BVE. La famille de Cherid affirme d'ailleurs que GAL et BVE sont la même organisation. La famille de Pervins, après sa mort, aurait, rapporte *El Pais*, reçu de l'argent du gouvernement.

Herri Batasuna accuse le gouvernement PSOE de conduire une "guerra sucia" [sale guerre] contre l'ETA. En Euzkadi, des milliers de manifestants ont scandé "PSOE, GAL, es igual" [PSOE, GAL, c'est pareil]. Quelle que soit son implication réelle, Gonzalez cautionne tacitement les terroristes du GAL. Pour lui, ce n'est que du "terrorisme en retour". Mais tous ont le même objectif affiché: liquider l'ETA!

Le PSOE peut bien multiplier les manifestations honteuses derrière le mot d'ordre "Avec l'armée, contre l'ETA", le ministre de l'intérieur peut bien faire crier "Vive la Guardia civil!", les Gonzalez (et autres Carrillo) peuvent bien se vautrer devant les flics et les militaires franquistes qui téléguident les terroristes du GAL et même se couvrir les mains du sang des indépendantistes basques,

la menace d'un coup d'Etat est toujours suspendue sur leurs têtes. Ainsi, comme le relate *Libération* (14 juin), le 6 juin, un régiment de la compagnie d'opérations spéciales de l'armée de terre envahit le village d'Avela, au pied des Pyrénées espagnoles, ordonne à tous ses habitants de se rendre sur la place du marché. Le lieutenant y accuse le maire PSOE et d'autres habitants de "collaboration avec l'ennemi" et prononce contre eux une sentence de mort. Un groupe de soldats s'avance, se met en position. "Armez! En joue! Feu!" Les balles étaient à blanc. Une "plaisanterie" qui montre que ces gens-là ne plaisantent pas!

DROIT D'AUTODETERMINATION POUR L'EUZKADI!

Dans les terribles années de la dictature franquiste, quand les syndicats, les partis de gauche et avec eux les opposants bourgeois au régime étaient brutalement persécutés, les vieilles traditions du centralisme bureaucratique à dominance castillane étaient remises en vigueur pour écraser les centres de rébellion dans les provinces. La langue des Basques et celle des Catalans furent interdites, leurs gouvernements régionaux durent s'exiler. Ces mesures répressives humiliaient les industriels et les financiers de Barcelone et de Bilbao, mais elles étaient avant tout dirigées contre le prolétariat hautement combatif, avec une conscience de classe élevée, des régions industrielles du nord du pays.

Après la mort du caudillo et l'arrivée au pouvoir de Suarez, avec ses plans pour un "Etat fort" semi-bonapartiste, l'édifice de la répression franquiste commença à se fissurer sous les coups de grèves combatives et de révoltes populaires. Dans toute l'Espagne il y eut une formidable bouffée de sentiments nationalistes et régionalistes, d'une ampleur jamais atteinte dans l'Europe de l'après-guerre (à l'exception peut-être de l'Irlande). Cette effervescence nationaliste était concentrée dans le Pays basque et la Catalogne, deux régions fortement industrialisées et toutes deux des foyers traditionnels d'agitation révolutionnaire. Pendant la première "diada" -- fête nationale catalane -- légale, en 1978, plus d'un million de manifestants descendirent dans la rue pour exiger la fin du carcan centraliste rigide imposé par Madrid.

Le même phénomène se produisit à d'autres endroits. On réclamait l'autonomie de la Galice. En Andalousie des centaines de milliers de manifestants demandaient l'autonomie régionale. Il y avait un mouvement indépendantiste aux îles Canaries. Souvent les gens n'étaient pas sûrs de quel nationalisme ils devaient se réclamer: les habitants de Valence discutent pour savoir s'ils sont des Catalans ou une nation séparée, et la Navarre a failli être le théâtre d'une confrontation entre les nationalistes basques, les régiona-

SPARTACIST 4

donar con regalis del patron es segura perdicion

**Obreros, para ganar:
¡Darle duro
a la patronal!**



Le Bolchévik 7F - port inclus
B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

listes aragonais et les immigrés parlant le castillan. Mais le degré atteint par le sentiment nationaliste/régionaliste est si élevé que la presse bourgeoise libérale elle-même ne parle pas d'une nation espagnole -- comme la presse de gauche elle ne parle que d'un Etat espagnol.

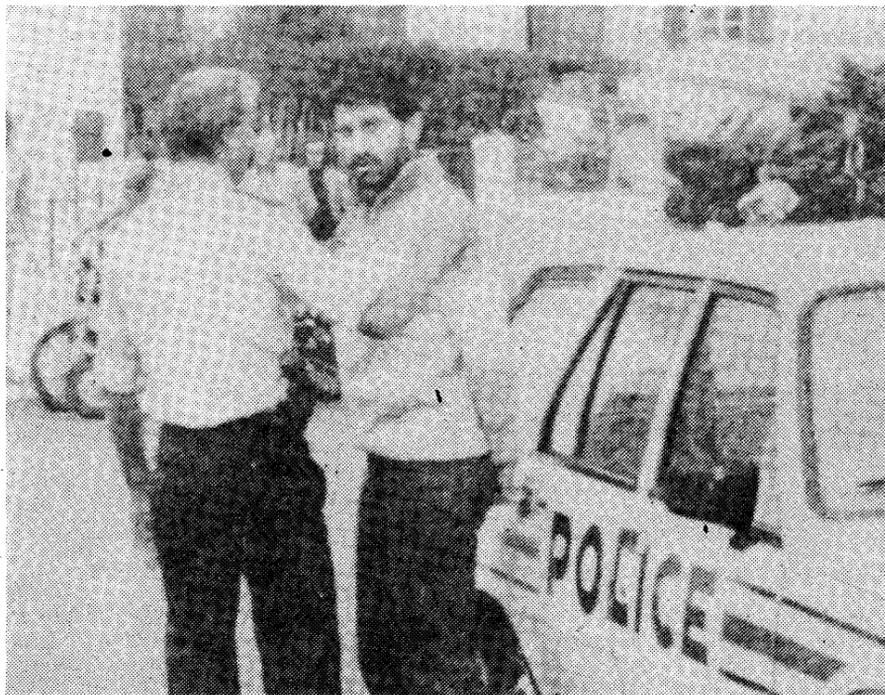
Les marxistes défendent le droit à l'autodétermination, qui est un droit démocratique, pour les nations catalane et basque. Mais nous ne préconisons pas la régionalisation et la fédération comme solutions à la suppression de ces droits nationaux. La question des droits nationaux se ramène finalement à celle de savoir qui a les fusils -- la question de l'armée et du pouvoir d'Etat. C'est apparu clairement et brutalement pendant les journées de mai 1937, quand les masses prolétariennes de Catalogne se sont héroïquement soulevées pour défendre leurs conquêtes -- en particulier le contrôle ouvrier -- contre la répression et le sabotage organisés par la bourgeoisie catalane, qui suivait alors Companys, le président de la Generalitat, et ses alliés stalinien. Face aux barricades érigées dans tout Barcelone, on fit appel aux gardes d'assaut du gouvernement républicain de Valence... et ce fut la fin de la frauduleuse "autonomie" instituée par l'Estatut [statut] de 1932, qui n'avait jamais été rien de plus qu'un accord fédéral, assez limité, qui accordait des pouvoirs considérablement moins importants que ceux que la constitution américaine accorde aux Etats de l'Union.

Lénine était catégorique. On peut lire dans ses thèses de 1916 sur "La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes" que "le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime" (Oeuvres, tome 22).

Comme l'ont toujours affirmé les léninistes, reconnaître le droit à l'autodétermination, c'est tout à fait autre chose qu'appeler à l'exercice de ce droit, c'est-à-dire à l'indépendance. Le Pays basque et la Catalogne sont les deux régions les plus développées du pays; elles contiennent le coeur de l'industrie espagnole. Si elles devaient faire sécession, l'Espagne serait privée des deux secteurs les plus importants, les mieux organisés et les plus combattifs de son prolétariat, ce qui affaiblirait considérablement le mouvement

ouvrier dans le reste du pays. De plus, malgré les trahisons des dirigeants traîtres eurocommunistes, stalinien et sociaux-démocrates, le degré de la solidarité qui s'est manifestée entre les travailleurs des différentes nations qui composent le pays a été impressionnant; par exemple, les travailleurs catalans ont fréquemment organisé des arrêts de travail et des manifestations de masse contre les attaques de la Guardia civil contre les nationalistes basques.

L'escalade de la répression contre la population basque pourrait par



Le gouvernement avait fait de Thomas Linazza Etcheverria un symbole de son refus d'extrader les nationalistes basques. Il vient d'être arrêté, Felipe demande son extradition.

exemple aboutir à de véritables massacres incontrôlés perpétrés par les forces d'occupation dirigées par Madrid, l'armée et la police, et pourrait ainsi rendre caduque la perspective d'une lutte commune, ce qui serait une épouvantable tragédie pour le prolétariat d'Espagne. Mais pour le moment des révolutionnaires en Espagne, tout en défendant sans restriction le droit des différentes nations à l'autodétermination, chercheraient avant tout à concentrer leurs efforts sur les luttes qui mobiliseront le prolétariat tout entier contre le régime d'"Etat fort" que

Gonzalez et Juan Carlos ont hérité de Franco.

POUR UNE FEDERATION SOVIETIQUE DES REPUBLIQUES OUVRIERES IBERIQUES!

La classe ouvrière espagnole, engagée aujourd'hui dans d'importantes batailles de classe contre les licenciements, comme à Sagunto, Vigo et en Euzkadi, les régions les plus touchées par la "reconversion industrielle" (un programme de rationalisation entraînant le démantèlement complet des chantiers navals et de la sidérurgie afin de préparer

spéciales de répression, ainsi que l'abrogation de la loi "antiterroriste". Il est urgent aussi qu'ils fassent leur la revendication du droit à l'autodétermination pour le peuple basque.

Mais la tâche de mobiliser le prolétariat ne peut être accomplie par des réformistes comme le misérable PCE qui a négocié la "démocratie" franquiste. Pas davantage par ceux qui applaudissent la victoire électorale du PSOE "contre la droite", comme les stalinien du Parti communiste catalan ou les pseudo-trotskyistes de la LCR/LKI qui ont expliqué, à l'instar de leurs camarades français de la LCR et avec le même cynisme suicidaire, qu'elle "constitue sans aucun doute une défaite historique de la droite et ouvre de ce fait de nouvelles et meilleures perspectives pour la mobilisation ouvrière et populaire" (*Inprecor*, n°136, 8 novembre 1982). Le numéro de leur hebdomadaire *Combate* paru après la victoire du PSOE avait en première page une gigantesque photo de "Felipe" se découpant sur fond de foulé, avec comme titre: "Que emiece el cambio" [Que le changement commence!]. Aujourd'hui, face à la répression contre le peuple basque, les stalinien et les pseudo-trotskyistes montrent même leur incapacité à offrir une défense minimum et à se battre pour la libération des nationalistes emprisonnés. N'oublions pas que la LCR espagnole, dès 1977, condamnait les attentats de l'ETA contre les flics franquistes. Les trotskyistes certes s'opposent fermement au terrorisme individuel impuissant de l'ETA, parce qu'il est un programme petit-bourgeois qui désespère de mobiliser le prolétariat. Mais nous ne les renvoyons pas dos à dos avec leurs tortionnaires. Nous sommes au contraire au premier rang pour les défendre contre la terreur de l'Etat bourgeois.

Seul le prolétariat, conduit par une avant-garde trotskyiste, combattant pour le pouvoir d'Etat en son propre nom, peut jeter les bases pour la libération nationale des Basques et des autres nationalités opprimées, en expropriant la bourgeoisie espagnole tout entière et en établissant son propre gouvernement. Pour un parti léniniste-trotskyiste en Espagne, section espagnole d'une Quatrième Internationale reforgée! En avant vers la fédération soviétique des républiques ouvrières ibériques, dans le cadre de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe!

Afrique du Sud...

Suite de la page 1

les dresser contre la majorité africaine noire et à fournir un paravent multiracial à l'accession à la présidence, avec des pouvoirs dictatoriaux, de l'ancien premier ministre Botha. Puis, début septembre, Sharpeville et plusieurs autres townships [agglomérations] noires de la région minière et industrielle du Transvaal se sont révoltées quand la police a ouvert le feu sur des manifestations contre la hausse des loyers. La révolte gagnait bientôt Soweto, qui, avec ses deux millions d'habitants, a été le centre de la révolte de 1976-77.

LA REVOLTE NOIRE ATTEINT LES MINES D'OR

Cependant, ce sont les 500000 mineurs noirs des mines d'or qui occupent la position stratégique clé dans l'économie sud-africaine. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud détient 70% des réserves mondiales d'or en dehors du bloc soviétique, et l'or représente la moitié de ses recettes d'exportation. Le secteur industriel, important mais technologiquement arriéré, dépend de ces recettes d'exportation pour importer ses biens d'équipement.

Les marxistes savent que toute lutte ouvrière sérieuse est un défi au droit de propriété capitaliste et donc qu'elle se trouve confrontée à ses gardiens armés, la police et l'armée. En Afrique du Sud, c'est d'autant plus vrai que toute action ouvrière est un défi au système de l'apartheid. Dans les mines, par exemple, les travailleurs noirs sont

souvent agressés physiquement par leurs contremaîtres blancs racistes. Mais déjà, les syndicats ont pu, dans certains cas, sauver l'emploi de mineurs licenciés après s'être battus avec leurs contremaîtres.

Aujourd'hui, la question de direction est posée de façon aiguë dans les mines. Sept des huit mines entrées en lutte la semaine dernière sont la propriété de l'Anglo-American, gigantesque trust, le coeur de l'empire de la famille Oppenheimer, qui représente l'aile prétendument libérale du capitalisme sud-africain. Confronté à la montée des luttes ouvrières des années 70, l'état-major de l'Anglo-American comprit que des syndicats noirs étaient, sous une forme ou une autre, inévitables. Au lieu d'attendre le déclenchement de grèves dures, il décida de laisser agir les organisateurs syndicaux "d'après la théorie qu'il est plus facile de négocier avec des dirigeants reconnus de syndicats organisés que d'affronter une foule en colère" (*New York Times*, 15 mars 1983). Le National Union of Mineworkers (NUM, syndicat des mineurs) est le produit de cette stratégie de syndicat-maison. Son secrétaire général Cyril Ramaphosa a été au conseil d'administration de l'Urban Foundation, un organisme financé par l'Anglo-American et qui favorise l'accès aux logements et à une formation pour l'élite de la petite-bourgeoisie noire. Le NUM reçoit la plus grande partie de ses fonds de l'International Confederation of Free Trade Unions, cette créature de guerre froide de la bureaucratie syndicale américaine et de la CIA. Mais dans les conditions explosives que connaît aujourd'hui l'Afrique du Sud, même ce syndicat noir docile

peut facilement échapper à tout contrôle.

Vu de loin, une grande partie de ce qui s'est passé dans les mines ces dernières semaines reste obscur. D'après le *Financial Times* de Londres, la période culminant avec la grève et l'accord salarial a été soigneusement orchestrée par les patrons, y compris l'offre d'une augmentation supplémentaire de 2,3% faite au dernier moment pour sauver la face, offre que la direction du NUM a apparemment acceptée juste après avoir dépassé la durée limite de la grève. Le *Wall Street Journal* du 19 septembre applaudissait l'accord qui, expliquait-il, "a démontré -- pour la première fois -- qu'en Afrique du Sud certaines sociétés minières au moins étaient disposées à négocier avec un syndicat noir". Mais les mineurs noirs surexploités n'ont pas joué les figurants pour le compte de leurs maîtres. Des dizaines de milliers d'entre eux ont déclenché des grèves sauvages alors que les travailleurs inorganisés agissaient d'eux-mêmes. Les patrons des mines réagirent comme à l'accoutumée en utilisant massivement la violence policière. C'est le signe, non de la force et de la stabilité de l'apartheid, mais de sa faiblesse.

Historiquement, la rentabilité des mines sud-africaines n'a pas été maintenue par des investissements augmentant la productivité du travail mais par la brutalité et l'asservissement, pour accroître la surexploitation du travail. L'apartheid est avant tout un système destiné à garder la main d'oeuvre noire bon marché et vulnérable. Il laisse tous ceux dont il n'a pas besoin -- les enfants, les femmes, les vieux, les invalides

et l'armée industrielle de réserve toujours plus nombreuse -- dans la misère sans fond des bantoustans.

C'est pourtant le "succès" même de ce système qui le conduit à la crise. Au boom des années 60 a succédé un marasme provoqué par une pénurie aiguë de main d'oeuvre qualifiée, une faible productivité et l'étroitesse du marché intérieur. Comme l'expliquait un économiste de la Chambre des mines, "on ne peut pas faire marcher cette économie seulement avec les Blancs" (*Wall Street Journal*, 19 juin). Alors que le mécontentement des masses non-blanches opprimées est général, depuis les commerçants indiens jusqu'aux étudiants métis en passant par les petits fermiers noirs, ce sont les cinq millions de travailleurs formant le prolétariat noir qui ont la puissance nécessaire pour faire rendre gorge aux arrogants défenseurs de la suprématie blanche.

L'ABSENCE D'UNE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

L'opposition à la nouvelle constitution a été dirigée par une formation appelée l'United Democratic Front (UDF), une coalition front-populiste qui ne cherche pas à diriger une lutte de masse contre l'apartheid, mais plutôt à faire pression sur les éléments "modérés" ou "rationnels" de la classe dirigeante blanche pour qu'ils réforment le système. Au nom de l'"unité de toutes les forces progressistes" contre l'apartheid, l'UDF rassemble toutes sortes d'organisations, depuis les syndicats jusqu'aux conseils oecuméniques, associations de commerçants et clubs sportifs.

Suite page 10

Afrique du Sud ...

Suite de la page 9

mais les principales forces qui l'animent sont l'African National Congress (ANC) et son vieux partenaire de bloc, le Parti communiste sud-africain stalinien. Un groupe étudiant affilié à l'UDF présentait cette coalition non comme un moyen de lutte de classe mais comme un moyen de construire l'"unité de gens de différentes classes" (*National*, journal du SASPU, septembre 1983). Le document de fondation de l'UDF envisage une "Afrique du Sud unifiée, démocratique [...] non basée sur la race". Dans des documents comme celui-ci, ce qui n'est pas dit est aussi important que ce qui l'est, car ce sont précisément les questions fondamentales qui sont escamotées: quelle démocratie? Quelle classe va diriger?

La tendance spartaciste internationale a toujours reconnu que ce sont les ouvriers noirs qui ont la puissance sociale nécessaire pour écraser l'apartheid. Maintenant, face à un mouvement syndical noir en plein essor, même les nationalistes et les réformistes de l'UDF reconnaissent "le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la lutte démocratique". Oui, les nationalistes petits-bourgeois sont toujours prêts à se servir de la puissance de la classe ouvrière pour atteindre leurs propres objectifs, lesquels sont habituellement présentés comme une sorte de démocratie sans contenu de classe. Le Parti communiste sud-africain se réclame du programme étapist stalinien: la révolution démocratique bourgeoise pour maintenant, la révolution socialiste prolétarienne pour plus tard (c'est-à-dire jamais). Cette stratégie front-populiste, en plus d'un demi-siècle, n'a produit que des défaites sanglantes pour les masses travailleuses, depuis l'Espagne dans les années 30 jusqu'à l'Indonésie en 1965 et au Chili en 1973.

Ni la bourgeoisie "progressiste" ni les diverses forces petites-bour-

geoises ne peuvent résoudre les tâches démocratiques de la révolution bourgeoise -- ce qui, en Afrique du Sud, signifie l'égalité raciale, une assemblée constituante révolutionnaire basée sur le principe "un homme, une voix", l'écrasement du système des bantoustans et la terre aux masses noires paupérisées des campagnes. L'apartheid ne sera pas détruit sans une lutte de masse du prolétariat noir. Et cette lutte produira nécessairement des organes du pouvoir ouvrier (comités de grève, comités d'usine, soviets), mettant ainsi la révolution prolétarienne à l'ordre du jour. Dans une telle



Militants ouvriers noirs manifestant contre les massacres de Soweto en 1976

crise révolutionnaire, les dirigeants traîtres comme le révérend Allan Boesak de l'UDF -- qui se lamente, se demandant "pourquoi le premier ministre Botha ne peut-il pas s'asseoir à une table de négociations et faire un accord avec la population de son propre pays?" -- chercheront de toute urgence à brader la lutte par une "solution négociée" avec les bouchers de l'apartheid.

Pour s'opposer à de telles trahisons fronts-populistes, il faut la direction d'un parti d'avant-garde léniniste

qui lutte dès le début pour l'indépendance politique de la classe ouvrière. Mais l'UDF est opposé à un parti ouvrier sous prétexte qu'il serait isolé de la lutte anti-apartheid la plus large. En fait, seul un tel parti peut mobiliser toutes les masses opprimées d'Afrique du Sud dans la lutte contre le pouvoir raciste. Pour conquérir le pouvoir, ce parti ouvrier devra lutter contre toutes les formes d'oppression raciste, en suscitant et en construisant des fronts uniques principiels (c'est-à-dire des actions communes) avec toutes les forces anti-apartheid. Par exemple il participerait activement à la cam-

participer activement à tous les aspects de la lutte contre l'apartheid, contre les hausses de loyers et les salaires de famine, contre les emprisonnements et les tortures, contre les lois sur le pass et toutes les lois racistes. Dans les conditions qui sont aujourd'hui celles de l'Afrique du Sud, un tel parti d'avant-garde doit être construit comme Lénine a construit le Parti bolchévique, c'est-à-dire qu'il doit être basé sur un réseau clandestin et comporter une importante organisation en exil pour préserver ses cadres, tout en utilisant tous les moyens existants de travail légal (par exemple les syndicats). Comme dans la lutte contre le tsarisme en Russie, en Afrique du Sud la lutte contre l'apartheid correspond au programme de la révolution permanente de Trotsky: tous les opprimés se plaçant sous la direction du prolétariat dans la lutte pour les droits démocratiques, la révolution agraire et l'émancipation nationale.

Aujourd'hui l'Afrique du Sud est un partenaire des principales puissances impérialistes et est elle-même une puissance impérialiste. Les USA et leurs alliés impérialistes veulent renverser les acquis de la Révolution russe, et c'est là la base de l'axe Washington/Pretoria, comme on l'a vu en Angola où les troupes cubaines soutenues par les Soviétiques défendent l'Angola du sjambok [fouet] de l'apartheid. Depuis les mines d'or et d'uranium du Rand jusqu'aux docks et aux usines du Cap, chaque coup porté contre l'apartheid est un coup contre la sinistre course à la guerre antisoviétique de Reagan/Botha. Le prolétariat noir d'Afrique du Sud n'est pas seulement destiné à être le libérateur de sa nation opprimée; en mettant les vastes ressources minérales et industrielles du pays au service de l'émancipation sociale et nationale, il peut être la base économique pour la révolution sociale dans toute l'Afrique noire opprimée et économiquement arriérée. Pour un gouvernement ouvrier et paysan centré sur les Noirs!

adapté de Workers Vanguard

Le SAP trébuche sur la défense de l'URSS

Pour un parti trotskyste en Suisse!

Nous reproduisons ci-dessous le tract distribué par la Fraction trotskyste du SAP/PSO, section suisse du Secrétariat unifié de Mandel et Krivine. Ces camarades ont maintenant rejoint la tendance spartaciste internationale.

Le CC du SAP s'est vu dans l'obligation de faire une déclaration publique sur l'exclusion de quatre camarades (*Die Bresche* n° 252). Le CC affirme que nous avons des positions incompatibles. La question est de savoir: incompatibles avec

quoi! Certainement pas avec le programme trotskyste.

Face aux énormes préparatifs de guerre de Reagan contre l'Union soviétique, nous ne devons pas de la position de défense inconditionnelle de l'URSS telle que Trotsky nous l'a enseignée dans *Défense du marxisme*: "Que signifie l'expression 'défense inconditionnelle de l'URSS'? Cela signifie que nous ne posons aucune condition à la bureaucratie. Cela signifie qu'indépendamment des motifs et causes de la guerre, nous défendons les fondements sociaux

de l'URSS si et quand ils sont menacés par l'impérialisme."

Au lieu de cela, le SAP préconise le désarmement à l'Ouest comme à l'Est et répand les illusions pacifistes (comme les curés et les sociaux-démocrates). Dans leur déclaration, ils réclament même le retrait des troupes du Pacte de Varsovie de l'Allemagne de l'Est, ce qui n'a pas d'autre signification que de livrer en pâture aux impérialistes un Etat ouvrier déformé. Les trotskystes disent: Pour la défense des Etats ouvriers contre l'impérialisme! Seuls les ouvriers armés désarmeront la bourgeoisie! Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! (Déclaration de fraction, p. 3).

En Pologne aussi, le SAP a abandonné le programme trotskyste de défense des acquis d'Octobre et de la révolution politique prolétarienne sous la direction d'une avant-garde trotskyste, [programme] qui est bradé au profit de Solidarnosc que le SAP dépeint comme un mouvement antibureaucratique (Reagan aussi est contre la bureaucratie...)

Il ne fait aucun doute que Solidarnosc a un programme de restauration capitaliste en Pologne: autogestion décentralisée pour réinstaurer le capitalisme de marché, des syndicats indépendants de la bureaucratie...mais pas de l'AFL/CIO (mieux connue sous le nom de AFL/CIA par la gauche d'Amérique latine); élévation de l'Eglise catholique au rang de religion d'Etat, etc.

Nous soutenons le coup d'Etat préventif du gouvernement polonais qui a empêché la prise du pouvoir contre-révolutionnaire de Solidarnosc

le 13 décembre 1981. C'est pour cela que le SAP a cherché à nous faire passer pour des fans de Jaruzelski. Les trotskystes ne peuvent que se réjouir de ce que la bureaucratie, qui sans cesse met en danger les acquis d'Octobre, ait au moins pour un temps repoussé, sans effusion de sang, la restauration capitaliste certaine.

Cela ne veut pourtant pas dire que nous soutenons politiquement la bureaucratie. Bien au contraire: nous la critiquons durement pour avoir miné l'économie du pays, pour avoir favorisé l'Eglise et les petits paysans contre la classe ouvrière et parce que c'est de sa faute si les ouvriers ont été poussés dans les bras de Walesa, Wojtyla et Reagan.

C'est pour cela qu'il faut construire un parti trotskyste en Pologne. Pour couper l'herbe sous le pied à la contre-révolution, il faut le programme trotskyste, le retour au communisme authentique de Lénine et de Luxemburg. A bas le cléricalisme! Pour la stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat! Pour la collectivisation de l'agriculture! Pour des syndicats indépendants du contrôle de la bureaucratie et basés sur la défense de la propriété collectivisée! Annulez la dette impérialiste! Pour une planification socialiste internationale! Pour la démocratie soviétique, pas le parlementarisme bourgeois! Pour la révolution politique prolétarienne! Défense de l'URSS contre l'impérialisme! Pour l'unité révolutionnaire des travailleurs polonais et soviétiques!

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

LE JOURNAL QUI NE VOUS A JAMAIS DIT DE VOTER MITTERRAND

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe: 40 F (avion: 60 F) Etranger: mandat poste international

Nom _____ Tel _____

Adresse _____

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10

La bataille des piquets ...

Suite de la page 12

passé faire table rase" en ce qui concerne leur soutien à Mitterrand), c'est la désillusion politique qui nourrit la rage et la combativité des ouvriers de la base. "Faut mieux que les salariés se fachent plutôt qu'ils votent avec leurs pieds [contre Mitterrand]", dit, confidentiellement, Krasucki aux journalistes bourgeois dans "L'heure de vérité" d'Antenne 2, le 1er octobre (*Liberation*, 2 octobre). La direction de la CFDT a déjà accepté les licenciements aussi crapuleusement qu'elle accepte la baisse du pouvoir d'achat au nom de la "solidarité". La direction de la CGT est prête à négocier les plans de "dégraissage". Et il ne s'agit même plus de 1 000 ou 2 000 "suppressions d'emplois", mais de 15 000!

Particulièrement au moment où le capitalisme en crise attaque avec une telle brutalité les travailleurs, le programme pour gagner la grève est plus que jamais un



"L'heure de vérité", sur Antenne 2: Krasucki rejette les piquets de grève

programme de lutte révolutionnaire, un programme qui unifie tous les secteurs de la classe ouvrière, comme celui avancé dans le tract de la LTF qui circule parmi les grévistes de Cléon (Cf. "Tout Renault doit s'arrêter!", reproduit dans ce numéro).

UN BESOIN URGENT: DES PIQUETS DE GREVE DE MASSE!

Les grèves de Renault viennent à nouveau poser une des questions clés de la lutte ouvrière: les piquets de grève de masse. Le piquet de grève, ça veut dire: on ne passe

pas! L'arrêt total de la production, c'est l'essence même de la grève. C'est un moyen qualitativement plus efficace que les actions "rodéos" et autres blocages d'autoroute ou du TGV pour s'assurer du succès d'une grève, pour rallier les hésitants, pour organiser les grévistes dans l'action et enfin, et surtout, pour se protéger des jaunes et des flics et étendre la grève aux autres usines.

Mais les bureaucrates syndicaux ne voient pas la question comme ça. Un Granger, dirigeant de la CFDT-métallurgie, "se désolidarise", selon ses propres termes, de toute action visant à empêcher les non-grévistes de travailler à Douai et Cléon. Pour tout travailleur en lutte, M. Granger porte un nom: un jaune. Krasucki, quant à lui, déclare à la télévision que les piquets de grève c'est du passé ou que -- "Produisons français" oblige -- c'est bon pour les "peuples disciplinés": les Allemands, les Scandinaves et les Anglo-Saxons. Mais pourtant, l'exemple héroïque des mineurs d'Outre-Manche n'est certainement pas étranger à la volonté de la base ouvrière de se réappropriier les traditions "du passé". Et il semble bien que, dans certains cas à Renault, des responsables syndicaux sur le terrain ne puissent aller à l'encontre de cette pression ouvrière en faveur des piquets. La leçon de Talbot est toute fraîche. Sans piquets de grève de masse, les OS en lutte ont vu leur occupation se réduire à un atelier au milieu d'une usine grouillant de jaunes et de nervis. Avec, en conclusion, l'appel de la CFDT, dite "combative", aux flics -- les briseurs de grève en uniforme!

La mise sur pied de piquets, tout comme l'organisation plus générale de la grève et son extension aux autres usines, nécessite la constitution de comités de grève, élus et révocables à tout moment par les travailleurs en lutte.

POUR UNE GREVE GENERALE CONTRE L'AUSTERITE DE MITTERRAND!

Contre la brutale attaque globale et concertée de la bourgeoisie et du gouvernement, la lutte syndicale "normale", usine par usine, secteur par secteur, est insuffisante pour gagner. Il faut une perspective claire au niveau politique: l'instauration d'un véritable gouvernement

ouvrier qui expropriera la bourgeoisie. Une direction ouvrière résolue à défendre les intérêts du prolétariat chercherait à faire de Renault, phare historique des luttes ouvrières en France, l'étincelle pour une grève générale qui, arrêtant totalement production et transports,

collaboration de classe que la direction réformiste du PCF cherche à embourber la classe ouvrière. Sur quel programme en effet les Marchais et Cie veulent-ils construire leur "nouveau rassemblement populaire majoritaire"? Evidemment, "Produisons français"! Et c'est au



Cortège de la LTF à la manifestation "Talbot-Minguettes" du 14 janvier.

ouvrirait le chemin d'une telle perspective révolutionnaire.

La "grande" presse bourgeoise s'interroge sur les intentions de la direction de la CGT et du PCF: "Harcèlement ou épreuve de force?" Mais les militants aussi s'interrogent. La sortie des ministres PCF de ce gouvernement de plus en plus haï leur a apporté une bouffée d'air frais. Bien provisoirement. Les coups de gueule de Leroy ou les velléités "combatives" de Krasucki ont bien du mal à cacher qu'ils n'ont rien d'autre à offrir à leurs militants et aux travailleurs qui veulent se battre contre ce gouvernement au service du patronat que des "actions" de pression -- qui pourraient bien d'ailleurs éclater à la tête des bureaucrates -- et qu'une nouvelle mouture de l'Union de la gauche. De la "démocratie avancée" d'avant-hier au "nouveau rassemblement populaire majoritaire" d'aujourd'hui, c'est toujours dans l'ornière des fronts populaires de

nom de ce programme chauvin qu'ils s'apprentent à négocier le plan Hanon et, une nouvelle fois, à freiner la combativité ouvrière et étouffer la grève de Renault.

De nouveau, et de façon encore plus aiguë, est posée l'urgence de construire une nouvelle direction ouvrière, armée du programme léniniste-trotskyiste pour un gouvernement ouvrier et résolue à conduire le prolétariat jusqu'à la victoire!

Tout Renault...

Suite de la page 12

un comité de grève est nécessaire non seulement comme structure démocratique, mais aussi pour organiser l'extension ou la coordination avec toutes les usines du groupe dans un premier temps et étendre la grève aux autres industries en aval et en amont ainsi qu'aux autres secteurs touchés par les licenciements (mines, sidérurgie, chantiers navals...).

En effet, nous ne sommes pas le seul secteur menacé par les licenciements. Ce gouvernement anti-ouvrier s'acharne: c'est par dizaines de milliers que les licenciements sont prévus pour faire face à la crise capitaliste.

Une grève totale des Renault peut être le fer de lance d'une grève générale, seule réponse aux attaques du gouvernement.

Seul un gouvernement ouvrier pourra rationaliser et réajuster l'industrie sans endommager la classe ouvrière.

l'organisation trotskyste reconnue par la gauche.

Nous étions de jeunes camarades loyaux qui voulions discuter de quelques positions trotskystes que la TSI défendait aussi. La direction, avec sa chasse aux sorcières, nous a poussés dans les bras des spartacistes. Nous ne pouvons que lui en être reconnaissants. Nous avons trouvé ainsi le moyen de sortir de l'esprit de clocher suisse au profit de l'internationalisme prolétarien! Quand 5 000 ouvriers noirs, sous la direction de la SL/US, chassent le Ku Klux Klan de Washington, c'est aussi notre victoire! Quand nos camarades de la Spartacist League/Lanka luttent contre les pogromes contre les Tamouls, c'est aussi notre lutte contre la haine antitamoule en Suisse! Nous nous adressons à vous qui voulez vraiment construire un parti trotskyste en Suisse, partie intégrante d'une véritable Internationale trotskyste: ce n'est pas en nous excluant que le SAP pourra échapper à la lutte des classes concrète. Nous poursuivons notre combat et, dans ce but, nous publions tous les documents de la lutte fractionnelle dans le SAP.

Fraction trotskyste du SAP (exclue) Maintenant membres de la TSI 20 septembre 1984

Erhältlich: Dokumente des Kampfes der trotzkischen Fraktion der SAP (Fraktionserklärung, Antwort der ZK Kommission, Korrespondenz, etc.)

Spartacist, Postfach 552, CH-8201 Schaffhausen

Suite de la page 10

La défense de l'URSS est aussi à l'ordre du jour en Amérique centrale: derrière les attaques contre le processus révolutionnaire au Nicaragua et au Salvador, se cachent les plans de rollback de Reagan: le Nicaragua, Cuba, Varsovie, Leningrad et Moscou doivent tomber. La tendance spartaciste internationale [TSI] est la seule organisation qui se prononce pour la victoire militaire des rebelles de gauche au Salvador! Le SAP soutient le FSLN et le FMLN d'une façon tellement peu critique qu'ils se gardent de construire leurs propres organisations en Amérique centrale. Ils se mettent du côté de ceux qui cherchent une solution politique, et cela ne signifie que marchander avec le sang des combattants révolutionnaires. Nous ne sommes pas des spectateurs passifs comme le SAP voudrait le faire croire. Dans notre document du 20 mai, nous avons clairement énoncé notre position: "Le soutien à la lutte des combattants sandinistes et salvadoriens contre l'impérialisme US et ses bouchers locaux est une nécessité de la politique révolutionnaire: il est indispensable de défendre la révolution nicaraguayenne, de la parachever avec la prise du pouvoir du prolétariat et de s'assurer qu'elle ne s'arrête pas aux frontières du Nicaragua." C'est la seule voie pour la victoire.

Avec leur politique de maintien de la bourgeoisie patriotique et de compromis avec les impérialistes, les sandinistes cherchent une troisième solution entre le capitalisme et la révolution socialiste et empêchent la révolution d'aller jusqu'au bout. Pour gagner réellement, les

masses ont besoin d'un parti trotskyste. Défendez la révolution nicaraguayenne! Expropriiez la bourgeoisie! Terminez la révolution!

POURQUOI NOUS AVONS VRAIMENT ETE EXCLUS

Dans sa déclaration, le SAP a totalement passé sous silence la TSI, alors que, dès la première minute de la bataille fractionnelle, ils nous ont fait passer pour des sous-marins de la TSI et qu'ils nous ont exclus pour cette raison.

Ils avaient tellement peur de se confronter à des positions trotskystes qu'ils ont cherché à éviter la discussion politique avec des manoeuvres bureaucratiques. C'est pour cela qu'ils nous ont suspendus et menacés d'exclusion. Ensuite, ils ont cherché un prétexte pour justifier ces mesures contraires aux statuts -- et le prétexte qu'ils ont trouvé, c'est que nous avions envoyé notre premier texte à des membres du SAP. Ce qui n'est absolument pas contre les règles du parti comme la commission d'enquête du 28 mai l'a elle-même expliqué. C'est pourquoi le CC dans sa déclaration publique ne précise pas exactement comment nous avons violé les statuts. La raison de notre suspension et de notre exclusion n'était pas les statuts. Mais peut-être que le SAP a des raisons de craindre la TSI... Il est vrai que dans plusieurs pays, des membres du Secrétariat unifié qui cherchaient vraiment la voie vers le trotskysme ont été attirés par la TSI. Aux USA, le groupe qui a été exclu du SWP en 1963, et qui s'appelle aujourd'hui la Spartacist League/US, est aujourd'hui

الشييك
BOLCHEVIK

عمال من رينو كليبو الى طابوت
لا فراب علم لعمال السيارات

DES OUVRIERS DE RENAULT-CLÉON A TALBOT : POUR UNE GREVE GENERALE DE L'AUTOMOBILE !

(2 F - port inclus)
Le Bolchévik - B.P. 135-10
- 75463 Paris Cedex 10

Krasucki cause, Hanon cogne

La bataille des piquets de grève à Renault

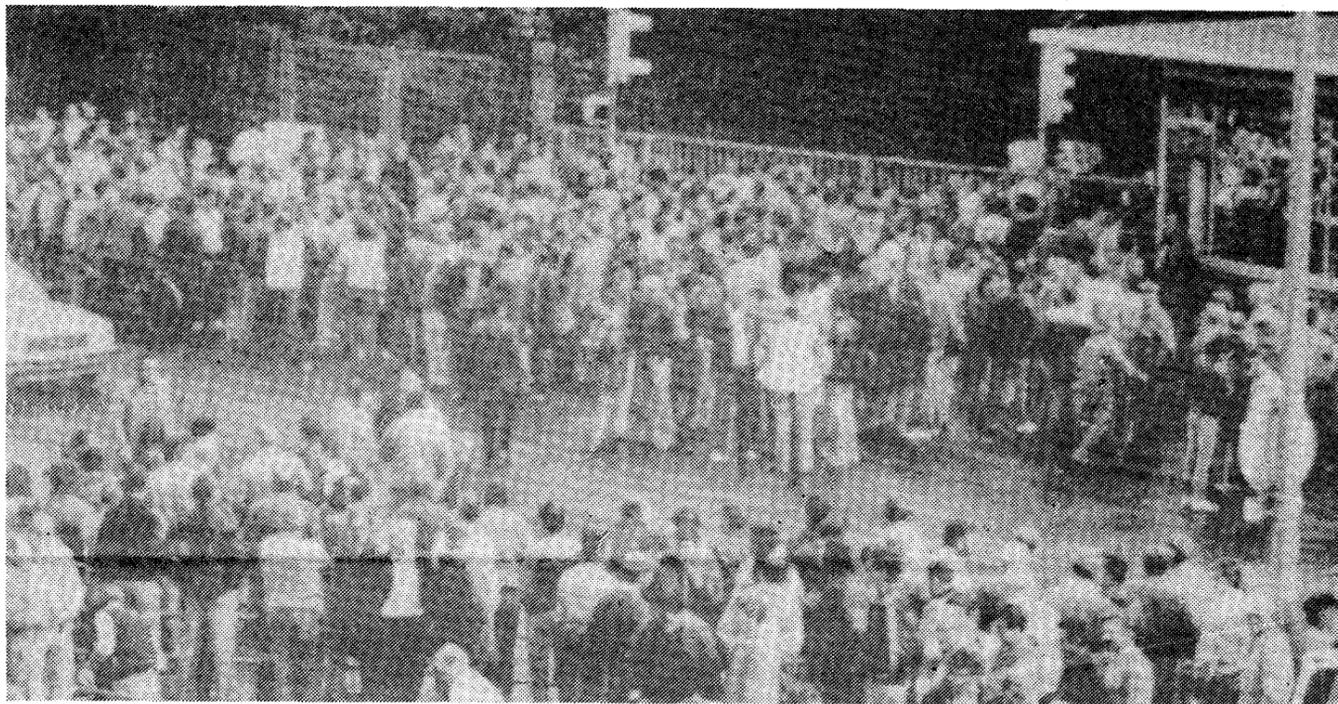
3 octobre -- Les ouvriers de Sandouville, Cléon, Douai et d'autres usines Renault encore, viennent de s'engouffrer dans la trouée faite par leurs camarades du Mans. Aujourd'hui, une question est clairement posée: l'arrêt total de toute la Régie! C'est la voie de la riposte pour faire échec au plan de restructuration -- en vérité de destruction -- mis en place par le patronat et le gouvernement: 10000 à 15 000 "suppressions d'emplois" prévues rien qu'à Renault! Et une telle grève qui s'affronte directement au gouvernement anti-ouvrier pourrait bien être le fer de lance d'une grève générale contre l'austérité de Mitterrand.

L'enjeu est de taille. Et les chiens couchants de la "grande" presse se sont mis immédiatement en chasse contre la CGT. "Krasucki joue à la roulette russe", bave d'anticommunisme le *Parisien libéré* sur cinq colonnes à la une. Derrière, ce qui est visé, ce sont la classe ouvrière et ses organisations que la bourgeoisie et ses valets veulent briser. Ce gouvernement attaché à défendre un capitalisme condamné qui, dans son agonie, détruit systématiquement des secteurs entiers des forces productives et jette impitoyablement à la rue des dizaines de milliers de travailleurs, veut des moutons, pas des lions. Ils ont eu Talbot. Ils jubilent devant Citroën. Ils se lancent maintenant à l'assaut de la forteresse ouvrière Renault.

Krasucki et Sainjon ont multiplié ces derniers temps les appels à "mettre le paquet". Eh bien, qu'ils le fassent! Ce n'est pas la détermination qui manque, et qui a manqué dans le passé, aux ouvriers; et les grèves de l'automobile ou de la sidérurgie l'ont montré et le montrent encore. Ce qui manque, c'est une direction ferme et résolue et des perspectives claires.

UNITE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS!

Aujourd'hui, les usines Renault où les travailleurs maghrébins et africains sont les plus nombreux, Flins et Billancourt -- des usines clés pour la lutte --, restent sur la touche. Le danger est là: que se scelle la division entre ouvriers français et immigrés -- une catastrophe pour le prolétariat, multinational, de ce pays. La responsabilité en incombe entièrement aux bonzes syndicaux. L'hiver dernier, la grève des OS immigrés de Talbot a été cassée ouvertement par les Krasucki et Sainjon qui ont explicitement accepté les licenciements et elle a été conduite à la défaite par les Granger et Richter (le bureaucrate CFDT favori de la LCR) qui, avec des phrases "combatives", ont laissé Talbot isolé du reste



de l'automobile. A Citroën, les dirigeants de la CGT, à l'inverse de Talbot, se sont mis à la tête des mobilisations des travailleurs maghrébins et africains. Mais ce ne fut que pour mieux épuiser leur combativité. Au bout d'une semaine de grève combative, ils appelaient à reprendre le travail en faisant passer pour une victoire les promesses bidons d'un Bérégovoy. Et quand, durant l'été, les licenciements sont devenus effectifs, ils ont fini leur sale entreprise de démobilitation en n'organisant pas la moindre riposte

sérieuse. C'est que ces sociaux-chauvins acceptent au fond les "retours au pays" et les plans de "formation" bidons du patronat et du gouvernement, qui ne sont que des synonymes pour la ségrégation raciste dans la classe ouvrière, ségrégation qui fait que les travailleurs "immigrés" (et combien de milliers d'entre eux ont dix, vingt ans en France et dans l'industrie automobile!) sont les "derniers embauchés, premiers licenciés". Non aux expulsions! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

Il est vital d'avancer des revendications qui unissent dans la lutte travailleurs français et immigrés. Très vite, les revendications du départ (prime de 300 francs, libre choix de la cinquième semaine de congés payés) ont été dépassées par la lutte elle-même. Tout le monde sait, y compris les bureaucrates, que ce sont le pouvoir d'achat et les licenciements qui sont au centre de la mobilisation. Et ce qui fait trembler le plus les bureaucrates (qui aimeraient bien "du

Suite page 11

Tout Renault doit s'arrêter!

Nous reproduisons ci-dessous un tract distribué par les militants de la LTF, lors de la dernière grève à Renault-Cléon, le 27 septembre.

La direction passe à la provocation: après les pressions pour renvoyer nos frères immigrés dans leurs pays et pour que certains de nos camarades demandent leur mutation pour travailler dans d'autres usines, elle veut bloquer notre cinquième semaine. C'est non seulement une attaque à notre droit de choisir nos vacances quand on le veut, mais c'est en fait du chômage technique à peine déguisé. Ceci est la première étape du plan de restructuration/modernisation, en accord avec le gouvernement, qui prévoit 15 à 20000 licenciements.

La direction nous prend à la gorge. Mais, à la veille du lancement

de la "Supercinq", avec toutes les grèves déclenchées dans les usines Renault, nous pouvons tenir la direction dans le creux de notre main.

Ce qu'il faut maintenant c'est la grève totale de Renault! Plus une Supercinq, plus une voiture ne doit sortir! La CGT et la CFDT ont la puissance et doivent organiser une telle grève! Organisons des piquets de masse! Les grévistes doivent être mobilisés devant les portes des usines pour empêcher les jaunes de rentrer.

Evitons un nouveau Talbot où les jaunes étaient massés par centaines devant les grilles pour attaquer les grévistes. C'est avec ces piquets que nous bouclerons Renault. Et nous pourrions dire: Non aux licenciements! Non aux expulsions! Le travail doit être partagé entre toutes les mains ouvrières sans réduction

de salaire par une échelle mobile des salaires et des heures de travail.

La prime de 300 francs est loin de compenser les ravages de l'inflation. Il faut une augmentation de salaire substantielle pour toutes les catégories. Il faut l'intégration des primes aux salaires! Il faut une grille unique alignée sur le plus haut barème. Cette revendication peut unir Français et immigrés, O.S. et ouvriers professionnels. A travail égal, salaire égal!

C'est sur la base de ce programme que nous devons lutter et non pas sur le programme chauvin de "produisons français" du PC qui divise la classe ouvrière internationale et n'est en fait que la gestion loyale du capitalisme français.

Comme toute grève d'envergure, la nécessité de sa direction s'impose:

Suite page 11

Travailleurs français, immigrés -- même patron, même combat!